



# *Comment les exploitations familiales peuvent nourrir le Sénégal ?*

Dakar, 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2010



Document d'exploitation du forum

<b>I – L'ESPRIT ET L'ORIENTATION DU FORUM</b> .....	3
1. Le contexte et les enjeux .....	5
2. "Un évènement paysan" : la qualité de la participation au forum de Dakar et l'intérêt qu'il a suscité .....	9
3. Une préparation approfondie et une architecture pédagogique rigoureuse .....	11
<b>II - LES THÈMES DU FORUM</b> .....	15
<i>Premier thème du forum : le potentiel des exploitations familiales rurales - "LES EXPLOITATIONS FAMILIALES ONT LA CAPACITÉ DE NOURRIR LE SÉNÉGAL"</i> .....	17
4. « Les exploitations familiales nourrissent déjà le Sénégal » .....	18
5. Les exploitations familiales rurales ont la capacité d'accroître de façon importante et durable leur contribution à la sécurité alimentaire de la population rurale et urbaine.....	20
6. Des propositions .....	22
7. L'enrichissement de l'analyse et du constat proposés par le CNCR.....	24
8. Des orientations en termes de responsabilités à assumer par les paysans et leurs organisations pour relever le défi de l'accroissement de la contribution des exploitations familiales à l'autosuffisance et la souveraineté alimentaire du Sénégal.....	26
9. Des interpellations en direction de l'État et du CNCR .....	27
<i>deuxième thème du forum : l'importance pour l'évolution des exploitations familiales de la gestion durable des ressources naturelles et de leur accès à l'espace - "LES EXPLOITATIONS FAMILIALES SERONT EN CAPACITÉ DE NOURRIR LE SÉNÉGAL SI L'ESPACE ET LES RESSOURCES SONT MIEUX GÉRÉS"</i> .....	29
10. Des constats.....	30
11. Des défis à relever .....	31
12. Les exploitations familiales sont dans des situations différenciées .....	33
13. Des propositions .....	34
14. La confirmation et l'enrichissement par le forum de l'analyse et du constat proposés par le CNCR.....	36
15. Des orientations en termes de responsabilités à assumer par les paysans et leurs organisations pour relever le défi de la maîtrise par les exploitations familiales de l'espace et des ressources afin d'accroître leur contribution à l'autosuffisance et la souveraineté alimentaire du Sénégal .....	40
16. Des interpellations en direction de l'État .....	41
<i>troisième thème du forum : exploitations familiales, sociétés et économies rurales - "LES EXPLOITATIONS FAMILIALES POURRAIENT MIEUX NOURRIR LE SÉNÉGAL SI LE DÉVELOPPEMENT DES ÉCONOMIES ET DES SOCIÉTÉS RURALES ÉTAIT MIEUX ORIENTÉ "</i> .....	43
17. Quatre défis justifient cette réflexion.....	44
18. Le milieu rural a des atouts importants pour contribuer à relever ces défis.....	45
19. Les exploitations familiales sont au cœur des dynamiques économique et sociales.....	46
20. Des propositions .....	47
21. La confirmation de l'analyse proposée par le CNCR .....	49
22. Les orientations préconisées dans les travaux du troisième atelier .....	51
23. Les Engagements à prendre.....	52
<b>III - LES CONCLUSIONS DU FORUM</b> .....	53
24. Le débat général final du forum .....	55
25. Le mémorandum du forum.....	59

# **I – L'ESPRIT ET L'ORIENTATION DU FORUM**

*"Dans les 50 dernières années les paysans sénégalais ont produit annuellement entre 1 million et 1.500.000 tonnes de céréales (souna, maïs, fonio etc.) Nous avons produit annuellement entre 600.000 et 1 million de tonnes d'arachides; nous avons produit également du riz, du niébé, et évidemment dans ce pays nous avons un cheptel important, et je crois que nos maraîchers, qui sont aussi membres du CNCR, produisent des légumes et des fruits. Mais, malgré tout cela le Sénégal dépense plus de 350 milliards pour se nourrir. Que se passera-t-il quand on sera 25 millions, et combien d'argent il nous faudra pour nous nourrir ? (...). Les paysans que nous sommes ne peuvent pas être insensibles et laisser le débat sur cette question à d'autres qu'à nous-mêmes. (...) Nous sommes ici pour pouvoir échanger avec les pays qui sont là à partir d'expériences concrètes qui ont été réalisées sur le lait, sur la viande, sur les légumes, sur les fruits, sur les produits : **qu'est-ce que les familles paysannes ont pu faire de concret, et quels sont les résultats et les impacts sur le bien être de ce Sénégal.**"*

(Mamadou CISSOKHO, ouverture du forum)



*Plus de mille participants, en grande majorité paysans, parmi lesquels on retrouvait des invités venus notamment du Burkina Faso, du Cameroun, de Gambie, du Gabon, de la Guinée Bissau, du Mali, du Maghreb, du Niger, du Togo ainsi que de Belgique, du Canada, de France, d'Italie, des Pays-Bas et de Suisse ont participé au forum international sur la contribution des exploitations familiales rurales à l'alimentation du Sénégal ("**Comment les exploitations familiales peuvent nourrir le Sénégal ?**") organisé par le CNCR et la FONGS/Action paysanne du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2010 au CICES de DAKAR.*

*Les six discours et allocutions prononcés lors de la cérémonie d'ouverture de ce forum, présidée au nom du Ministre de l'Agriculture du Sénégal par son Chef de cabinet, ont permis de présenter aux participants le contexte dans lequel se situait cet événement et d'en camper l'esprit et les enjeux.*

## 1. Le contexte et les enjeux

Chacun des six orateurs qui ont ouvert le forum international *"comment les exploitations familiales peuvent nourrir le Sénégal ?"* a apporté un éclairage complémentaire sur les quatre enjeux majeurs de cette manifestation :

### 1) la question de plus en plus cruciale de l'alimentation, et l'enjeu de la souveraineté alimentaire

*"Plus d'1 milliard d'individus restent sous-alimentés ; la crise alimentaire et la crise énergétique ont exacerbé ce problème et montré que la capacité de l'Afrique à se nourrir n'était pas garantie. « Se nourrir » reste un défi majeur pour le monde"* rappelait le représentant du MINISTRE DE L'AGRICULTURE dans son discours d'ouverture. En effet, *"la crise de 2008 a révélé de façon brutale la précarité de la situation alimentaire au Sénégal, en Afrique et dans le monde. La forte hausse du prix des produits alimentaires a frappé durement les populations des pays en développement et en particulier les familles rurales et urbaines les plus pauvres"* (discours de Samba Gueye, PRÉSIDENT DU CNCR).

Mamadou CISSOKHO projetait cette préoccupation dans l'avenir : *"Dans 50 ans, avez-vous une idée de ce dont nous allons disposer comme ressources - l'eau, la terre, les arbres, l'espace - pour continuer de vivre ? C'est cette question fondamentale – la gestion des ressources, que ce soit les ressources humaines, les ressources naturelles – qui est à la base de la réflexion qui nous a amené ici aujourd'hui".* Mais il se refuse au pessimisme : *"A mon humble avis, nous pourrions nourrir le Sénégal – au conditionnel – . Nous pourrions le faire si ensemble, hommes et femmes, décideurs, citoyens, élus locaux, nous prenons conscience que la première souveraineté des pays n'est pas militaire, elle est alimentaire. Un peuple qui n'a pas les capacités de produire son alimentation dépendra toujours des autres peuples qui le nourrissent. Il y a un adage de chez nous qui nous dit « celui*

### Les discours d'ouverture

Le **représentant du Maire de Dakar** a souhaité le premier la bienvenue aux participants et rapidement commenté le thème du forum

**Mamadou CISSOKHO, président d'honneur du CNCR**, a présenté ce forum comme apportant la contribution paysanne au bilan des 50 ans des Indépendances et proposé une lecture paysanne des enjeux économiques, politiques, sociaux et culturels de la contribution des exploitations familiales à la souveraineté alimentaire de leur pays et de l'action du mouvement paysan.

**Djibo Bagna, président du ROPPA**, a salué le rôle pionnier du CNCR et le rôle déterminant de la FONGS dans la formation des leaders paysans de la sous-région et la construction de deux organisations paysannes majeures pour l'Afrique : le ROPPA, et tout récemment la PAFFO. Il a rappelé que l'agriculture familiale constitue le fil conducteur du ROPPA qui a œuvré pour inscrire la reconnaissance de l'exploitation familiale dans la PAU et l'ECOWAP, ce qui s'est répercuté sur la définition des programmes nationaux de vulgarisation agricole et dans les pratiques des organisations régionales. Pour lui l'enjeu de ce forum est de définir des outils et instruments appropriés pour renforcer l'agriculture familiale. De ce point de vue, il s'attend à ce qu'il bénéficie à l'ensemble de la sous-région. Il conclut en recommandant au Ministre de l'agriculture du Sénégal d'avoir le CNCR à ses côtés et en l'invitant au dialogue avec des paysans pacifiques et accessibles à la concertation qu'il représente.

**Jean-Luc Virchaux, Directeur de la coopération suisse au Bénin**, apporte son témoignage au titre de partenaires en rappelant que ce forum relève un défi lancé au mouvement paysan par ses partenaires qui l'avaient invité en 2008 à évaluer les contextes dans lesquels il agissait. Ses résultats sont donc attendus avec un très grand intérêt par les partenaires au développement car ils montrent comment une telle évaluation peut se faire et peuvent ouvrir de nouveaux champs à la coopération. Il conclut par un aphorisme : *"quand tous les hommes pensent la même chose, c'est que l'on ne pense plus guère"*, et remercie le mouvement paysan sénégalais de *"permettre de penser autrement"*.

**Samba Gueye, Président du CNCR** retrace l'action conduite depuis sa création en 1993 par le CNCR pour soutenir l'exploitation familiale, jusqu'à notamment l'adoption de la LOASP, et donne les raisons de son combat. Il analyse la portée et les limites des avancées de l'agriculture familiale ainsi que de l'action des pouvoirs publics en faveur de l'agriculture et de l'exploitation familiale, et justifie à partir de là l'organisation du présent forum dont il présente les finalités et les thèmes .

Enfin avant de déclarer ouvert le forum, le **représentant du Ministre de l'Agriculture**, rappelle que "se nourrir" reste un défi majeur pour le Monde dans un contexte de crise alimentaire et énergétique, et qu'il est tout à fait pertinent de jauger, comme le présent forum se propose de le faire, les apports des exploitations familiales dont il est évident qu'elles ont un rôle majeur à jouer. Il invite en conséquence le forum à questionner la capacité et l'efficacité productive des exploitations familiales, dont il rappelle les principales contraintes auxquelles elles doivent faire face, et à apporter sa contribution à la recherche de solutions. Il énonce les grandes orientations de la politique nationale en direction du secteur agricole, et fait un bilan flatteur de l'action gouvernementale en mettant l'accent sur le thème lancé en mai 2009 de la "révolution rurale" qui vise à créer un environnement permettant aux producteurs d'exercer leurs métiers, de gérer et contrôler les chaînes de valeur. Y sont attachés la création du "syndicat des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs", présenté comme un instrument de promotion sociale des producteurs, celle de la "banque verte", qui doit prolonger les efforts fait en faveur du système de crédit agricole, ainsi que le programme de soutien aux producteurs qui accorde des subventions aux intrants et au matériel agricole.

*qui tient ton ventre tient ta dignité ». Est-ce que nous sommes prêts, est-ce que nous voulons dans 50 ans être les esclaves de la faim? Je pense que c'est non".*

Se réunir pour relever le défi de la souveraineté alimentaire constitue la première raison d'être de ce forum : *"Dans cette période charnière marquée par la multiplicité des crises (financière, économique, écologique, etc.), le CNCR a jugé nécessaire d'inviter tous les acteurs concernés par l'avenir du milieu rural sénégalais à participer à ce forum afin d'ouvrir avec eux un débat que nous souhaitons le plus large possible. Les défis à relever sont considérables car le défi de la souveraineté alimentaire est lié à celui de la gestion durable des ressources naturelles, au défi de l'emploi des jeunes ruraux en particulier et aussi au défi l'amélioration des conditions de vie des familles rurales. Nous sommes convaincus que **des réponses adaptées et durables à ces défis ne pourront être trouvées qu'avec la mobilisation et la coopération de tous**"* (discours du Président du CNCR).

## 2) La question des choix politiques et de leurs conséquences dans un contexte de dérèglementation

*"Pourquoi, demandait Mamadou CISSOKHO, cette question reste-t-elle importante pour nous ? Parce que tout simplement dans ce monde qui bouge à un rythme affolant, sans objectifs précis, on met en compétition trois systèmes d'agriculture, et tous les éléments sont concentrés sur le prix mondial ; c'est le prix qui a été offert par les multinationales qui sont au Brésil, en Amérique latine, et qui par leur capacité de production lancent un prix au niveau mondial, et imaginez-vous qu'on demande que ce prix soit la référence pour tous les paysans du monde et ainsi donc au delà de la multifonctionnalité de nos exploitations on arrive à nous regarder uniquement à travers un produit et un prix. Cette terrible vérité qui a déréglementé l'ensemble des processus sur lesquels nos indépendances s'étaient focalisées nous ont amenés dans la situation de désarroi et d'abandon de l'agriculture qui a transformé nos pays en de grandes agglomérations où une minorité du centre est accompagné par une très grande majorité dans les bidonvilles qui sont nos enfants qui ont fui nos villages parce que tout simplement ils n'ont plus d'espoir pour pouvoir vivre de leur travail. Donc **au delà de la question de produire et de pouvoir nourrir la population, nous sommes complètement dans la gestion des ressources publiques** qui doivent être à la disposition de tous les citoyens pour pouvoir agir et faire ce qu'ils ont choisi de faire et respecter par les constitutions de tous les pays. (...) Il faut en effet nous poser la question de savoir comment nous allons nous gérer entre nous - donc de la gouvernance – parce qu'une gouvernance, c'est aussi le rôle et les responsabilités de tous les groupes d'acteurs dans un pays. Et également, c'est la justice économique et l'équité dans le partage des ressources et dans l'accès de tous les citoyens et citoyennes à ces ressources".*

Le représentant du MINISTRE DE L'AGRICULTURE a présenté la réponse actuelle de l'Etat sénégalais en matière d'allocation des ressources publiques à travers les grandes orientations de la politique nationale en direction du secteur agricole ; elles visent à : *"Créer un environnement attractif pour passer à une agriculture intensive et favoriser l'émergence d'un entrepreneuriat agricole. Une stratégie diversifiée visant à améliorer la productivité et la compétitivité de l'agriculture et du secteur non agricole de l'économie, le développement des différentes filières et le retour des jeunes vers l'agriculture est mise en œuvre selon les orientations du DSRP, de la Stratégie de croissance accélérée et de la LOASP".* Il a rappelé que la GOANA avait été lancée pour relever le défi de la souveraineté alimentaire (*"produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons"*) et assurer une sécurité alimentaire durable ; *"elle a déjà permis une hausse généralisée de la production grâce à l'augmentation des emblavements et une amélioration notable du bilan céréalier. Il s'agit d'une option irréversible qui assurera l'indépendance alimentaire et offrira la possibilité d'exporter les excédents"*.

Plus récemment, le 11 mai 2009, a été lancé le concept de "révolution rurale" visant *"à créer un environnement permettant aux producteurs d'exercer leurs métiers, de gérer et contrôler les chaînes de valeur. Y sont attachés la création du "syndicat des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs", "qui doit être un instrument de promotion sociale des producteurs",* celle de la

"banque verte", qui prolonge les efforts faits en faveur du système de crédit agricole, ainsi que le programme de soutien aux producteurs qui accorde des subventions aux intrants et au matériel agricole. Il a conclu en affirmant que *"les résultats déjà probants obtenus permettent aux exploitations familiales de retrouver un dynamisme prometteur et de recouvrer leur dignité"*.

Le PRESIDENT DU CNCR a donné acte des efforts importants faits par les pouvoirs publics, mais en a également relevé les ambiguïtés : **"Les options prises par les Etats sont à la fois encourageantes et préoccupantes. Au Sénégal, le CNCR se réjouit que la souveraineté alimentaire, pour laquelle il a beaucoup milité et depuis longtemps, soit désormais une priorité de l'action publique. En effet, l'État du Sénégal s'engage à travers la LOASP promulguée en 2004 à œuvrer pour l'atteinte, à moyen terme, d'un niveau de sécurité alimentaire qui garantisse la souveraineté alimentaire du pays (article 5). Néanmoins, il faut regretter les retards observés dans la mise en œuvre de cette loi qui a été élaborée dans le cadre d'un processus itératif associant l'ensemble des acteurs concernés. Le CNCR se réjouit également que l'État du Sénégal décide d'investir davantage dans l'agriculture à travers la subvention des intrants et du matériel agricoles et du prix aux producteurs, même s'il pense que des améliorations doivent être apportées dans l'approche pour une plus grande efficacité de cet appui.**

*En revanche, d'autres mesures et en particulier l'entrée massive de l'agro-business dans la production agricole nous paraissent inappropriées pour atteindre l'objectif visé et constituent de surcroît une grave menace pour les Exploitations Familiales. En effet, depuis l'avènement de la crise alimentaire nous constatons une recrudescence des acquisitions d'importantes étendues de terres arables par les opérateurs économiques et les grandes firmes étrangères pour produire des aliments destinés à l'exportation ou pour des raisons spéculatives".*

### 3) La question du type d'agriculture, d'élevage, de pêche ou de foresterie privilégié (industriel ou paysan ?) et l'enjeu du devenir de l'exploitation familiale rurale

Le représentant du MINISTRE DE L'AGRICULTURE jugeait *"tout à fait pertinent de jauger les apports des exploitations familiales dont il est évident qu'elles ont un rôle majeur à jouer"* et invité en conséquence le forum à *"questionner la capacité et l'efficacité productive des exploitations familiales et à apporter sa contribution à la recherche de solutions"*.

C'est, comme le montrent les finalités de ce forum (voir encadré ci-contre), la question centrale de cette rencontre dans un contexte où le modèle de l'agriculture industrielle tend à dominer, mais où il commence à montrer ses limites : on redécouvre donc de plus en plus l'intérêt de l'exploitation familiale, ainsi que l'expliquait le PRESIDENT DU ROPPA. **"Mal comprise au début, qualifiée d'archaïque et critiquée pour son absence de professionnalisme, on opposait à l'agriculture paysanne le modèle de l'agrobusiness. Et l'on accusait le ROPPA de conservatisme et de vouloir retarder**

#### Les trois finalités du forum de Dakar

- 1) Rendre visible la place, le rôle et la contribution des exploitations familiales et de leurs organisations à la sécurité/souveraineté alimentaire,
- 2) Alimenter le Plaidoyer (et le lobbying) en faveur de l'agriculture familiale auprès des pouvoirs publics (Gouvernement et ministères, parlements, collectivités locales), des autres organisations du secteur privé (commerçants, industries, patronat), de la société civile (association des consommateurs, autres ONG) et des partenaires techniques et financiers,
- 3) Susciter des propositions de politiques agricoles et de développement rural que portera le mouvement paysan ouest africain (ROPPA) et continental (PAFFO).

(discours du Président du CNCR)

*l'évolution de l'Afrique. Or on sait que la mondialisation n'est pas faite pour favoriser les pauvres. Si le ROPPA a fait le choix de défendre les exploitations familiales, c'est qu'il connaît leurs capacités à assurer une croissance et un développement durable, lorsque les conditions favorables sont réunies. Bien que mal gérées, les initiatives qui ont été prises après la crise alimentaire de 2008 le démontrent : les rendements ont rapidement augmenté, et des millions de personnes ont pu être nourries. Le ROPPA a donc œuvré pour donner un contenu opérationnel précis aux exploitations familiales, ce qui a permis de les inscrire dans la PAU et l'ECOWAP".*

Le concept "**d'exploitation familiale**" doit être précisé. Mamadou CISSOKHO l'a fait dans son intervention : *"l'intérêt que les paysans sénégalais, et avec eux leurs frères au sein du ROPPA, attachent à l'exploitation familiale, c'est parce que tout simplement avant de gratter la terre, d'être derrière les animaux, nous sommes tous des êtres humains qui avons des valeurs culturelles, des identités que nous voulons défendre et qui en plus sont dans la maîtrise économique pour produire, nous nourrir, nourrir notre pays, nourrir nos pays. Donc c'est cela notre concept et notre compréhension de l'exploitation familiale. A travers la famille, pour défendre nos valeurs, pour défendre nos identités, ensemble nous bâtissons l'avenir".* Le représentant du MAIRE DE DAKAR avait d'ailleurs rappelé dans son mot d'accueil que *"la société sénégalaise est d'abord basée sur la famille"*.

Mais le PRESIDENT DU CNCR a tenu à affirmer que **le choix** fait par son organisation de **"placer les exploitations familiales rurales au cœur de son action** et a œuvré pour que les politiques agricoles et de développement rural créent les conditions nécessaires à leur promotion **n'a rien de passéiste** ; il s'explique par l'importance du rôle actuel et potentiel des exploitations familiales agricoles dans la sécurité alimentaire des Sénégalais, dans la gestion des ressources naturelles, dans la construction d'économies locales et régionales diversifiées et créatrices d'emplois et plus largement dans la réalisation des équilibres sociaux et politiques de notre pays". Il précise en outre que *" Nous reconnaissons la place et le rôle important des opérateurs économiques privés en amont et en aval de la production et nous avons noué avec certains parmi eux des relations fructueuses"*.

Plusieurs arguments ont été présentés en début de forum pour **justifier l'option en faveur de l'agriculture paysanne** : *"Est-ce que l'importation des 750.000 T de riz est la preuve que nous n'avons pas la capacité de produire du riz dans ce pays ?"*, demandait Mamadou CISSOKHO qui répondait : *"Je pense que c'est non. Si nous avons la capacité de produire 1.500.000 tonnes ou plus de mil, si nous pouvons faire 1 million de tonnes d'arachides, je pense que l'on peut faire 1 million de tonnes de riz. Mais les conditions qui permettent de faire 1 de tonne de riz, c'est depuis 2 ans que nous avons commencé à y travailler".* *"Durant les trente dernières années, ajoutait le PRESIDENT DU CNCR, les exploitations familiales rurales ont dû faire face à de multiples changements qui ont transformé leurs conditions de production et d'existence. Il s'agit notamment des politiques d'ajustement structurel, de la libéralisation économique, de l'ouverture des marchés mais aussi de la dégradation des ressources naturelles et de l'effet des changements climatiques en général. Elles ont fait globalement preuve d'une remarquable capacité d'adaptation face à ces changements, par exemple en valorisant les opportunités offertes par les marchés, en diversifiant leurs productions et leurs activités mais aussi en se tournant vers l'émigration, etc. Force est cependant de constater que les conditions de production et d'existence de nombreuses familles se sont dégradées comme en témoigne la forte incidence de la pauvreté, en milieu rural notamment. Cependant "en ce qui concerne l'augmentation de la production agricole proprement dite, nous pensons que d'autres voies plus sûres et plus adaptées [que l'agrobusiness] pour révéler le défi de la pauvreté sont possibles. Nous sommes convaincus que, si les conditions nécessaires sont réunies, les exploitations familiales rurales peuvent nourrir le Sénégal et qu'elles constituent une option qui offre aussi d'énormes avantages en matière de gestion durable des ressources naturelles, d'emplois, d'aménagement du territoire".* Il a rappelé que *"cette voie a été analysée et débattue lors d'un atelier international organisé en janvier 2009 par le CNCR et intitulé « Les voix paysannes vers les voies de la souveraineté alimentaire ».*

#### 4) Renouer le dialogue entre le mouvement paysan et les pouvoirs publics

Mamadou CISSOKHO a rappelé que le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR), qui porte depuis bientôt deux décennies de façon autonome et avec un grand sens de sa responsabilité la voix des paysans sénégalais, est *"un mouvement paysan social qui s'est constitué pour la responsabilisation des citoyens ruraux afin qu'ils puissent occuper leur place et remplir les fonctions pour lesquelles la société les attend : produire, protéger*

*l'environnement et durablement fournir de l'alimentation. C'est là ce qui est notre raison d'être, qui restera notre raison d'être, et qui fait la différence avec ceux qui souvent confondent le mouvement social rural citoyen, qui défend les intérêts de la majorité de la population pour pouvoir produire et nourrir, de ceux qui font de l'amalgame".*

Il existe des malentendus et un malaise dans les relations entre le mouvement paysan porté par le CNCR et l'Etat sénégalais ; il s'est renforcé depuis la création par ce dernier et évoquée dans son discours par le représentant du MINISTRE DE L'AGRICULTURE d'un "syndicat" officiel érigé en interlocuteur privilégié de l'Etat.

Il existe en même temps de nombreuses raisons pour ne pas laisser cette situation perdurer. Plusieurs orateurs les ont évoquées. Le **PRESIDENT DU CNCR** a témoigné de l'importance du rôle joué par cette organisation par rapport notamment à l'exploitation familiale : *"au Sénégal, le CNCR a beaucoup contribué au nom du mouvement paysan sénégalais à l'élaboration de la Loi d'orientation Agro-Sylvo-pastorale et à la préparation de programmes agricoles tels que le PSAOP, le PSSA qui réservent une place centrale aux exploitations familiales agricoles et à leurs organisations, et qui visent une amélioration des conditions de production et d'existence en milieu rural. Ce rôle central des exploitations familiales est réaffirmé également par le document de stratégie de réduction de la pauvreté dans son premier axe stratégique intitulé « création de richesse »".* Le **Président du ROPPA** a rappelé que *"l'expertise du CNCR a été capitale pour le mouvement paysan quand il a fallu déterminer une vision partagée de l'agriculture ouest-africaine et la défendre dans le cadre de l'élaboration des politiques agricoles sous-régionales. C'est notamment le CNCR au sein du ROPPA qui a impulsé le concept de l'agriculture familiale. En consacrant un forum international sur le thème de la « productivité des exploitations familiales », le CNCR vient une fois de plus de s'illustrer en précurseur dans un contexte où, nonobstant le fait que l'agriculture soit replacée au centre des agenda du développement, de nombreux débats existent toujours sur le type d'agriculture à promouvoir pour relever les défis de la souveraineté alimentaire et de la croissance économique durable".* Ainsi, ajoutait le **PRESIDENT DU CNCR**, *"Grâce à la conviction forte et à l'engagement sans relâche des membres, hommes et femmes, du mouvement paysan sénégalais et africain, des progrès significatifs ont eu lieu dans la reconnaissance par les pouvoirs publics du rôle des exploitations familiales et de leurs organisations tant au niveau national que sous-régional".* C'est la crédibilité du CNCR et des organisations du mouvement paysan ouest-africain qui explique l'intérêt que leur portent les **PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT** présents à ce forum, et que l'un d'entre eux ait pu lors de son ouverture signaler, à propos de cette "expertise" du CNCR, le caractère exemplaire et novateur de la démarche qui l'avait préparée : *"ce forum montre comment on peut aborder l'évaluation d'une problématique comme celle des exploitations familiales, et ses résultats sont attendus avec un très grand intérêt ; ils peuvent ouvrir de nouveaux champs à la coopération".*

Dans ce contexte, il était fortement espéré que ce forum prépare un rapprochement entre l'Etat et le mouvement paysan, et qu'il permette de renouer un dialogue constructif qui a existé par le passé et a porté ses fruits.

## **2. "Un évènement paysan" : la qualité de la participation au forum de Dakar et l'intérêt qu'il a suscité**

- **une participation inattendue**

Le comité de pilotage qui a préparé ce forum visait à l'origine une participation de 500 personnes. C'est plus du double qui est venu (1037 personnes ont été dénombrées *en salle* le premier jour), et c'est simplement la capacité d'accueil qui a conduit à limiter une participation qui s'annonçait supérieure : il a fallu demander à plusieurs délégations paysannes du Fouta ou de la région de Tambacounda de renoncer à participer alors qu'elles avaient déjà loué plus de dix cars pour venir à Dakar.

Il s'est agi en outre d'une **participation soutenue** : le deuxième jour, on a dénombré 973 participants en salle, et le nombre d'interventions (le plus souvent en langues nationales) tant en plénières qu'en ateliers (très assidument fréquentés), ou encore la durée de la plénière du troisième jour témoignaient du vif intérêt suscité par les thèmes de ce forum et du caractère non formel de cette participation. L'absence du Ministre de l'agriculture, apprise en dernière minute, n'a pas démobilisé.

Il faut enfin souligner le caractère **engagé** de la participation paysanne au forum. Spontanément, plusieurs associations paysannes des fédérations membres du CNCR ont décidé d'apporter une contribution financière ou en nature à l'organisation du forum. C'est ainsi que les repas servis ont été préparés avec le riz, la viande, les condiments et le bissap fournis par les fédérations.

- **Qui est venu ?**

La participation a été majoritairement **paysanne** (plus des deux tiers des participants). Toutes les fédérations membres du CNCR étaient présentes, mais également plusieurs organisations non affiliées, liées au syndicat récemment créé par l'Etat. La présence très active d'*organisations paysannes non sénégalaise* (de la sous-région, d'Afrique centrale, d'Europe et du Canada) a été aussi remarquée. La plupart des **élus locaux** présents étaient également des paysans.

Du point de vue de la participation non paysanne, on a pu apprécier celle, très constructive, des **techniciens** qui ont pris part au forum, mais regretter l'absence de la plupart des *directions techniques* invitées. Par contre les contributions engagées apportées par les représentants de la **Stratégie de Croissance Accélérée** et ceux du **secteur privé** (notamment l'UNACOIS) témoignaient de l'intérêt des acteurs de l'économie nationale par rapport à ce que représente vis à vis d'elle le potentiel de l'agriculture familiale. La **société civile** était également bien représentée, notamment à travers les ONG nationales. L'**aide internationale publique** (bilatérale et multilatérale) et *privée* (ONG internationale) était enfin au rendez-vous. Elle a apprécié le climat du forum et s'est montrée très intéressée par ses résultats.

L'événement a été très bien couvert par la **presse** écrite, les **radios communautaires** et **rurales**. Par contre les chaînes de télévision n'étaient pas au rendez-vous.

- **... ce que l'on pouvait entendre dans les couloirs**

L'événement a été très commenté pendant qu'il se déroulait. Il a étonné à plus d'un titre. C'est d'abord la **capacité de mobilisation et d'organisation du CNCR** qui a impressionné ceux qui n'en faisaient pas partie. La forte présence des délégations paysannes venues d'autres pays a également frappé. "*Vous êtes forts !*" pouvait-on entendre dès le premier jour. Plusieurs leaders ou acteurs venus en observateurs et qui avaient par le passé exprimé leurs préventions vis à vis du CNCR ont révisé leur jugement en constatant l'ouverture et la qualité des débats, et déclaraient en a parte : "*nous ne nous étions pas rendu compte que le CNCR est incontournable*". La qualité des apports de la FONGS au niveau du contenu a également souvent été relevée. Ces appréciations renforçaient le sentiment exprimé par beaucoup que les pouvoirs publics avaient mal apprécié la situation et "*raté quelque chose*" en minimisant leur participation. Cette carence a particulièrement étonné les participants non sénégalais ("*chez nous, le Gouvernement ferait tout pour avoir comme interlocuteur un CNCR*" disait un leader d'OP de la sous-région).

Les participants plus habitués à ce type de manifestation ont relevé et apprécié de nombreux **signes de renouveau**. D'une part, ils ont vu apparaître de **nouveaux visages** et de **nouvelles façons de faire**. "*Ce sont des leaders d'un type nouveau qui ont parlé*". Les "ténors" du mouvement paysan étaient en effet là, mais se sont faits discrets, laissant s'exprimer une nouvelle génération de paysans. La **jeunesse** était plus présente que par le passé. Les **éleveurs** ont beaucoup plus occupé la scène qu'habituellement et se sont sentis à l'aise ("*pour la première fois, je viens de voir la présence de l'élevage dans les discussions*" déclarait un leader éleveur). L'engagement des **femmes** dans les travaux de ce forum a également été très remarqué : "*quand*

à l'ouverture, on a vu monter une femme à la tribune du forum, on s'est dit : « c'est comme d'habitude : il faut mettre une femme dans le Présidium pour le décor », mais après on a été sidérés de voir que c'étaient des femmes qui présentaient les messages du forum". Or ces femmes étaient de simples paysannes, leaders dans leurs associations, mais que l'on voyait pour la première fois monter au micro dans une manifestation nationale. On a observé enfin que certains participants que l'on a l'habitude de voir simplement faire acte de présence et s'en aller sont cette fois-ci restés pendant tous les travaux.

Tous ces commentaires entendus témoignent de ce que ce forum a été une réelle **réussite paysanne**, mais également une **réussite du CNCR**. Plusieurs y ont vu le signal que "le CNCR, qui semblait en léthargie, est en train de prendre un nouveau départ". A son issue, le sentiment prévalait que le CNCR, qui tenait son Congrès immédiatement après ce forum, disposait d'une abondante "matière pour se positionner".

### 3. Une préparation approfondie et une architecture pédagogique rigoureuse

La réussite de ce forum tient essentiellement d'une part à la pertinence de son thème, qui correspond à une question d'intérêt majeur pour le monde rural, mais aussi pour le pays, et d'autre part à la qualité de sa préparation.

- **Une préparation lointaine qui a permis de cibler les thèmes du forum :**

A la suite de la crise alimentaire de 2008, le CNCR avait organisé à Dakar en janvier 2009 un **séminaire international sur la souveraineté alimentaire** à l'issue duquel le CNCR devait finaliser des propositions paysannes et les soumettre aux partenaires du mouvement paysan.

**Le séminaire international "la crise alimentaire : les voies paysannes vers les voies de la souveraineté alimentaire" (21/23 janvier 2009)**

A partir d'une série d'exposés et de panels sur les perceptions paysannes et voies paysannes vers la souveraineté alimentaire, les réponses de l'Etat et des organisations internationales, les prix internationaux et leurs mécanismes de transmission, la régulation des marchés et la gestion de l'offre, trois groupes de travail ont permis d'échanger sur l'amélioration durable de la productivité et la sécurisation des revenus des exploitations familiales agricoles, le renforcement du cadre institutionnel des OP et OPPA, et la réalisation de la souveraineté alimentaire dans les politiques d'intégration aux niveaux sous-régional. Une "déclaration finale" et un compte rendu matérialisent les résultats de ce séminaire.

La FONGS, à qui le CNCR avait donné mandat en 1999 pour approfondir la question de l'exploitation familiale et en faire bénéficier le mouvement paysan sénégalais, a initié après ce séminaire un processus original de recherche paysanne qui a duré 12 mois (de février 2009 à janvier 2010) et impliqué 1200 personnes, en choisissant pour entrée **l'évaluation de la portée stratégique de la problématique de l'exploitation familiale**. Un travail de capitalisation a été fait à chaque étape de ce

**Les cinq étapes de l'évaluation de la problématique de l'exploitation familiale par la FONGS**

- mars/mai 2009 : les résultats de production de **711 exploitations familiales** suivies par la FONGS dans l'ensemble des régions du Sénégal sont analysés et discutés dans le cadre de **38 ateliers associatifs**
- mai/juin : l'analyse comparative de ces résultats **par zone agro-écologique** (6 ateliers zonaux auxquels sont associés les techniciens régionaux, des chercheurs et des acteurs de la société civile) permet de dégager des images synthétiques liant les aspects de production aux caractéristiques environnementales et économiques de chaque zone.
- Juillet/août : l'exploitation de ces images permet de préparer en collaboration avec l'IPAR et de tenir un important **atelier national de "problématisation"** en y associant les autres fédérations membres du CNCR, des techniciens des services nationaux de l'agriculture, des chercheurs et des organisations de la société civile. C'est à cette étape que seront dégagés les trois grands axes transversaux (production des exploitations familiales, espace et ressources naturelles, économie et société rurale) et construites les typologies qui seront repris pour structurer la réflexion du forum de 2010.
- Décembre 2009 : un atelier plus restreint avec les coordinateurs régionaux de la FONGS et les chercheurs de l'IPAR procède à **l'évaluation stratégique de la problématique** validée par l'atelier national.
- Janvier 2010 : un document de **capitalisation** (synthèse d'étape, 74 pages) est élaboré. C'est à ce stade que la conclusion que "les exploitations familiales sont en capacité de nourrir le Sénégal si certaines conditions sont réunies" est dégagée.

processus, et un document approfondi de synthèse a été finalisé au début de l'année 2010 et présenté en mars au CNCR.

- **9 mois de préparation directe intensive**

C'est au vu de la richesse et de l'intérêt des résultats de cette recherche paysanne que le CNCR a immédiatement décidé, en mars 2010, d'organiser un grand forum sur la contribution des exploitations familiales sénégalaises à l'alimentation et à l'économie du Sénégal.

- Un **dispositif** a été mis en place pour assurer la préparation du forum. Outre un *comité d'orientation et de suivi* composé de leaders paysans assurant la maîtrise d'ouvrage de cette préparation, un *comité technique* et un *comité d'organisation* à qui en avait été confié la maîtrise d'œuvre, ce dispositif comportait un **comité de pilotage** qui associait à ces comités politiques et opérationnels une quarantaine de personnes-ressources représentant diverses sensibilités et spécialités des services techniques de l'Etat (agriculture, économie, statistique...), de l'Université et de la recherche, du monde des affaires et de la société civile à qui il a été demandé d'apporter leurs avis et leurs conseils sur la préparation pédagogique du forum. Cette structure consultative qui s'est réunie trois fois en atelier (en avril, septembre et novembre) a eu à examiner les différents documents introductifs du forum, à se prononcer sur son architecture. Ces ateliers ont permis de tester la validité et la recevabilité des arguments paysans, de construire des réseaux de relation utiles pendant le forum et de préparer des partenariats au delà du forum.
- Trois **ateliers** (sur la **pêche**, sur l'**élevage** et sur la **foresterie** familiales) ont été organisés avec les fédérations concernées, et une série d'**études complémentaires** (sur l'impact des changements climatiques, sur la contribution des filières agricoles à l'économie nationale, sur l'acquisition de droits fonciers à grande échelle ...) ont été confiées à l'IPAR pour compléter les apports de l'étude de base fournie par la FONGS.
- Un **plan de communication** avait été défini dès la première rencontre du comité de pilotage. À l'issue de la deuxième rencontre de ce comité, il a d'une part été décidé de faire précéder le forum d'une série de **rencontres avec les autorités publiques** (audiences avec le Ministre de l'agriculture, les responsables de la Stratégie de croissance accélérée et du Millenium Account...), avec **les opérateurs privés** et avec les organisations de **la société civile** (déjeuner d'information) pour les sensibiliser aux thèmes et enjeux un forum.  
Par ailleurs six **journées d'information paysannes** ont été organisées en novembre dans les six zones agro-écologiques du Sénégal (Kaffrine, Bignona, Tambacounda, Mboro, Podor et Linguère). Le succès de ces rencontres paysannes, bien relayées par les **radios communautaires**, est à l'origine de la forte mobilisation paysanne au moment du forum.

- **Une architecture pédagogique travaillée autour de trois thèmes**

Dans son discours d'ouverture, Samba GUEYE, le Président du CNCR, a présenté ainsi le programme du forum :

*"Les trois messages suivants structurent la présentation de nos analyses et de nos propositions :*

- 1. Les exploitations familiales contribuent déjà de façon considérable à l'alimentation des sénégalais ;**
- 2. les exploitations familiales seront en capacité de mieux nourrir le Sénégal si l'espace et les ressources naturelles sont mieux gérés ;**
- 3. la contribution des exploitations familiales au développement économique et social des régions sera stimulée si l'évolution des économies et sociétés rurales est mieux orientée.**

*Ces messages sont le résultat de notre réflexion et ils ont été améliorés et validés par les membres du comité de pilotage ; Nous les considérons comme des **messages d'entrée** car le*

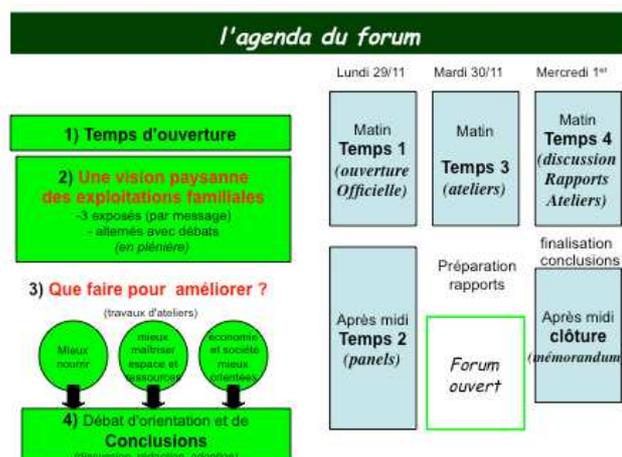
forum est le moyen de les mettre en débat. Nous souhaitons que tous les participants expriment leurs points de vue; nous sommes ouverts à toutes les contributions qu'il s'agisse de précisions, de compléments, de propositions, de points de vue différents ou contradictoires. Le programme du forum fait une large place au débat et s'efforce de l'organiser".

Le programme du forum avait été travaillé avec le comité de pilotage et le comité technique pour garantir la cohérence de sa progression autour des trois thèmes retenus et permettre qu'elle débouche sur la production d'un **mémoire final** consistant.

- La première journée a été consacrée à la présentation des trois messages qui sont le résultat de toute la réflexion préparatoire, suivie d'un panel introduisant un premier débat en plénière.

- La matinée de la deuxième journée a été consacrée à des ateliers qui ont permis aux participants de débattre en profondeur sur les trois thématiques abordées par le forum, et l'après-midi a été réservée à un forum ouvert, conçu comme un espace offert aux partenaires pour échanger des sujets en lien avec le forum.

- La troisième journée a permis de partager les résultats des ateliers et de tirer les conclusions du forum.



Pendant toute la durée du forum, qui se tenait sur l'espace bien adapté du CICES (Centre International du Commerce Extérieur du Sénégal) et que les paysans connaissent maintenant puisque la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) y est dorénavant annuellement organisée, une **exposition des produits des exploitations familiales** des différentes régions du Sénégal organisée par la FONGS offrait aux participants un petit avant-goût de la prochaine édition de la FIARA.

En marge du forum, des **interviews et débats radiophoniques** ont été réalisés par plusieurs radios régionales ou nationales. Une table ronde réunissant plusieurs leaders du mouvement paysan sénégalais organisée et diffusée en direct par SUD-FM a suscité un grand intérêt et provoqué de nombreux appels téléphoniques.



## **II - LES THÈMES DU FORUM**



## Premier thème du forum : le potentiel des exploitations familiales rurales

### "LES EXPLOITATIONS FAMILIALES ONT LA CAPACITÉ DE NOURRIR LE SÉNÉGAL"

Le "MESSAGE INTRODUCTIF" soutenant et argumentant cette affirmation a été présenté le premier jour du forum sous forme de diaporama par une paysanne de la région de Kaolack, Ndèye Bamby SANKHARE (membre du Cadre de Concertation des Producteurs d'arachide - CCPA). Il avait été préparé sous le contrôle du comité de pilotage à partir des apports de l'évaluation de la problématique de l'exploitation familiale conduite par la FONGS en 2009, des ateliers thématiques sur la pêche, l'élevage et la foresterie familiales organisés par le CNCR en 2010, de l'étude sur la contribution des différentes filières agricoles à l'économie nationale du Sénégal réalisée en 2010 par l'IPAR à la demande du CNCR, et de l'exploitation des données fournies par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) et la Direction de l'analyse de prévision et des statistiques (DAPS) du Ministère de l'Agriculture du Sénégal.

Cette présentation a été suivie par un PANEL commentant et complétant cette affirmation. Il était animé par Ndiogou FALL, Président de l'ASPRODEB, et réuni deux acteurs non paysans (Madame DIA, de la Stratégie de Croissance Accélérée, et Monsieur Ousmane SY NDIAYE, Vice-Président de l'Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal), et deux responsables d'organisations paysannes (Moussa SOW, de l'organisation des éleveurs ADENA, Ibrahim COULIBALY, Président de la CNOP du Mali).

Le deuxième jour du forum, un ATELIER sur le thème "**comment mieux nourrir?**", animé par Ousmane NDIAYE, directeur de l'ASPRODEB, a permis à plus de 200 participants de confronter leurs points de vue sur ce thème. Au cours du FORUM OUVERT qui s'est ensuite tenu dans l'après-midi, un film intitulé "les exploitations familiales peuvent-elles nourrir le Sénégal?" co-réalisé par la FONGS, CANAL C et SOS FAIM a apporté des témoignages et illustrations en faveur de cette affirmation, puis Bruno LOSCH, chercheur auprès de la Banque Mondiale, a animé avec Cheikh Oumar BA, Directeur de l'IPAR, un débat à partir d'un diaporama éclairant cette question en mettant en perspective la situation du Sénégal avec les changements structurels observables dans les économies rurales dans la mondialisation. L'IED et AGRIDAP ont également documenté ce forum ouvert.

Le DÉBAT GÉNÉRAL du troisième jour introduit par le rapport d'atelier présenté par Yoro Idrissa THIOYE (CNCR) a fait le lien entre ce premier thème et les deux autres thèmes du forum, et le MEMORANDUM final dégage des conclusions qui s'appuient notamment sur cette affirmation que "les exploitations familiales ont la capacité, à certaines conditions, de nourrir le Sénégal", et en précise les conséquences. Ces éléments de conclusions seront exploités dans la troisième partie du présent document.

➔ **Premier message introductif :**  
**« les exploitations familiales ont la capacité de nourrir le Sénégal »**

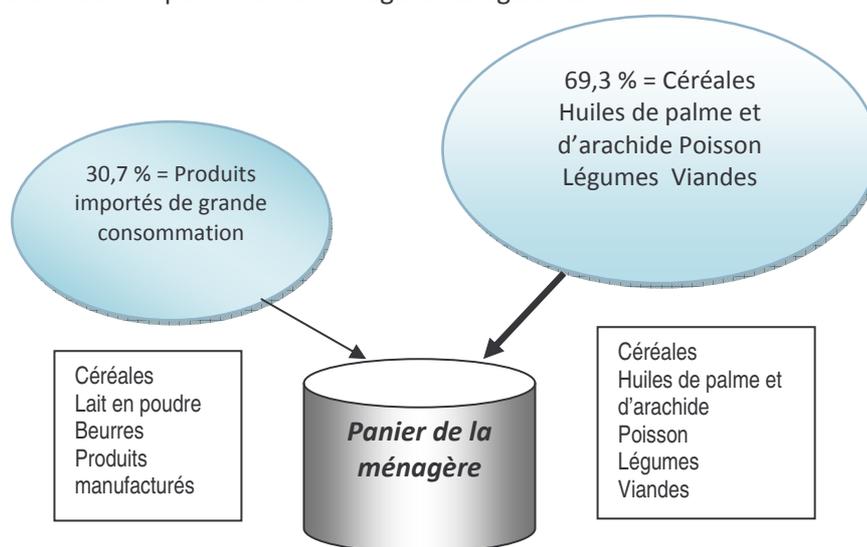
Après la crise alimentaire de 2008 et ses conséquences dramatiques, la souveraineté alimentaire est devenue une priorité nationale et c'est une avancée importante. Comment y parvenir? A travers ce message, nous voulons montrer que l'amélioration des performances des exploitations familiales rurales (agricoles, pastorales, de pêcheurs, etc.) constitue la voie la plus réaliste et la plus sûre pour construire une stratégie de souveraineté alimentaire. En effet, les exploitations familiales ont des marges de progression importantes et, si certaines conditions sont réunies, elles ont la capacité d'augmenter de façon importante et durable leur contribution (qui est déjà considérable) à l'alimentation de la population rurale et urbaine.

**4. « Les exploitations familiales nourrissent déjà le Sénégal »**

Cette affirmation peut paraître excessive; les données montrent cependant que les exploitations familiales rurales contribuent déjà de façon très importante à l'alimentation des familles sénégalaises.

**Les 2/3 des produits alimentaires consommés sont des produits locaux**

C'est ce que disent les statistiques officielles concernant les produits de grande consommation (céréales, huiles, poisson, viandes, légumes, etc.) qui constituent le panier de la ménagère sénégalaise.



Source: ANSD « les déterminants de l'inflation au Sénégal ... » - Sept. 2008

**Les exploitations familiales fournissent l'essentiel des produits alimentaires locaux de grande consommation.**

Les céréales sèches qui représentent 66 %<sup>1</sup> de la consommation totale de céréales sont produites principalement par les exploitations familiales. Elles sont la base de l'alimentation de nombreuses familles rurales et urbaines et elles fournissent l'alimentation à plus de 60 % de la population<sup>2</sup>.

Les légumes de grande consommation (tomate, pomme de terre, chou, etc.) proviennent en grande partie des exploitations familiales et la production est en forte progression; c'est par exemple le cas de l'oignon et de la tomate industrielle qui contribue fortement à la couverture des besoins en concentré.

Les exploitations familiales ont aussi un rôle très important dans la fourniture de protéines animales à la population. Le poisson contribue pour environ 75% à ces apports et il est majoritairement fourni par la pêche artisanale qui assure les 2/3 des mises à terre. La contribution de l'élevage est elle aussi

<sup>1</sup> Fall, 2010, Kelly et al. 1993

<sup>2</sup> Bâ, Boubacar, 2008 : « Agriculture et sécurité alimentaire au Sénégal »

importante. En effet, la production de viande rouge couvre 80 % de la consommation nationale. Après plus de 100 000 tonnes en 2008, elle a augmenté de 11 % par rapport à l'année précédente. L'aviculture nationale couvre les besoins en viande blanche et en œufs, et l'aviculture familiale fournit 62 % des poulets consommés.

Assurée presque exclusivement par des exploitations familiales, la production de riz local est largement insuffisante au niveau national; elle progresse cependant, dans le Delta par exemple où le riz local a amélioré sa compétitivité avec le riz importé. Le riz local contribue à la couverture des besoins vivriers de nombreuses familles productrices dans les zones irriguées mais aussi en Basse Casamance.

La production laitière couvre environ 45% environ de la consommation nationale et elle est assurée pour l'essentiel par les différents types d'élevage familiaux

**À travers les emplois qu'elles créent les exploitations familiales contribuent aussi indirectement à la sécurité alimentaire de nombreuses familles.**

Les exploitations familiales mènent de multiples activités qui permettent à une grande partie de la population d'obtenir des revenus pour subvenir à leurs besoins, notamment alimentaires. Appréciées globalement, les activités rurales fournissent les 3/4 des emplois nationaux<sup>3</sup> ; ces emplois sont liés à la production primaire, à des activités connexes et dérivées mais il s'agit aussi d'emplois liés à des activités non agricoles.

Ainsi, 95 % des exploitations agricoles sont des exploitations familiales et 91 % de leur main-d'œuvre est familiale. Le nombre total d'actifs agricoles est passé de près d'un million en 1960 à environ 3.500.000 en 1998<sup>4</sup>. L'agriculture et l'élevage génèrent de nombreuses activités para agricoles liées à l'approvisionnement, à la transformation et à la commercialisation des produits. Il s'y ajoute des activités non agricoles qui concernent par exemple le commerce sous toutes ses formes, l'artisanat, le transport, etc.

La pêche assure pour sa part du travail et des revenus à 60 000 pêcheurs qui sont majoritairement des pêcheurs artisanaux; elle génère aussi de nombreuses activités qui y sont liées et donc des revenus: ainsi, on dénombre 40 000 femmes transformatrices, 10 000 mareyeurs, 400 mécaniciens de moteur hors-bord, 500 charpentiers et des milliers d'autres acteurs opérant à la périphérie du secteur<sup>5</sup>.

**Deux remarques**

Les exploitations familiales ont joué et jouent donc un rôle central dans la sécurité alimentaire des familles rurales (auto-consommation, emplois et revenus) et elles contribuent, de façon importante bien que variable selon les produits, à l'approvisionnement des marchés urbains. Malgré la dégradation de l'environnement agro-écologique et malgré les multiples chocs qui ont affecté le contexte économique et institutionnel, elles ont augmenté, sur la longue période, les productions alimentaires et elles les ont diversifiées. Ces évolutions témoignent de la grande vitalité des exploitations familiales et de leur forte capacité de récupération quand surviennent des crises.

Face au défi de la croissance démographique et de l'augmentation considérable des besoins alimentaires qui y sont liés, les productions locales restent insuffisantes. Pendant des décennies, le recours aux importations alimentaires a été la réponse des pouvoirs publics à ces défis, générant des

<sup>3</sup> Ruralstruct, Tome 2, « Changements structurels des économies rurales dans la mondialisation »

<sup>4</sup> RNA, 1998 ; Ruralstruct Tome 1 page 114

<sup>5</sup> CRODT, 2000 : « Revue sectorielle de la pêche au Sénégal : Aspects socio – économiques »

coûts de plus en plus lourds et une dépendance dangereuse. Or, les exploitations familiales sont en mesure, si certaines conditions sont réunies, de répondre aux besoins alimentaires nationaux.

## **5. Les exploitations familiales rurales ont la capacité d'accroître de façon importante et durable leur contribution à la sécurité alimentaire de la population rurale et urbaine.**

### **Les exploitations familiales ont très majoritairement des marges de progression importantes**

L'éventail des situations des exploitations familiales est très large ainsi que le montre la typologie réalisée à l'issue des études menées par la FONG, et les études réalisées dans le cadre des études EXFAM et RURALSTRUC le confirment.

Les marges de progression des exploitations familiales sont différentes selon les types d'exploitations concernés :

a) Environ la moitié des exploitations familiales ont la capacité d'augmenter fortement leurs productions alimentaires.

- Parmi elles, une première sous-catégorie regroupe des exploitations qui ont des conditions de production favorables et qui peuvent augmenter rapidement les productions alimentaires destinées au marché. On les trouve dans toutes les zones agro-écologiques et elles ont des caractéristiques communes: bonne dotation en terres et en facteurs de production, main-d'œuvre familiale suffisante, bon niveau de formation, accès à l'information, maîtrise technique, intégration de l'agriculture et de l'élevage, capacité à saisir les opportunités économiques, etc. Ces facteurs favorables sont amplifiés quand les conditions agro-écologiques sont bonnes, quand il existe des aménagements hydro-agricoles par exemple.
- Une deuxième sous-catégorie regroupe des exploitations qui ont des contraintes de production plus fortes (baisse de la fertilité, saturation de l'espace) qu'elles parviennent cependant à limiter par une intégration efficace des activités agricoles et non agricoles. Si certaines contraintes sont levées (accès plus large au foncier, restauration de la fertilité, aménagements hydro-agricoles), elles sont en mesure de développer de façon significative les productions alimentaires.

b) 30% environ des exploitations familiales ont des conditions de production très contraignantes et sont en train d'opérer, dans des conditions correctes, une reconversion. Elles assurent pour l'essentiel leur alimentation par des activités non agricoles mais aussi grâce aux transferts de l'émigration. Elles peuvent conforter leur sécurité alimentaire à travers des emplois non agricoles que des investissements et la mise en place d'équipements adéquats pourraient favoriser.

c) 20% des exploitations sont dans une situation très précaire et leur survie semble compromise : disposant d'un patrimoine très limité, fortement endettées, elles décapitalisent ; ce qui accélère la dislocation de la famille. Elles sont confrontées au défi d'une reconversion économique à laquelle elles paraissent peu préparées et devraient donc bénéficier d'appuis spécifiques permettant cette reconversion.

**L'amélioration des performances des exploitations familiales est la voie la plus réaliste et la plus sûre pour atteindre l'objectif de souveraineté alimentaire**

Trois arguments plaident en faveur de la capacité qu'ont les exploitations familiales à améliorer leurs performances :

- Tout d'abord, la forte capacité d'adaptation des exploitations familiales reste un atout pour l'avenir et elle réside précisément dans leur caractère familial : l'organisation familiale du travail leur donne une grande flexibilité; leur ancrage social et territorial garantit la pérennité des activités économiques.
- Ensuite, les performances des exploitations familiales s'améliorent rapidement dès que des conditions économiques favorables sont créées: leur réponse est rapide quand interviennent une sécurisation des prix et des débouchés (tomate industrielle, aviculture, création de laiteries, oignon...); des améliorations dans l'accès aux intrants ont des effets rapides et importants sur la production (organisation collective de l'approvisionnement en intrants, programmes spéciaux par produits).
- Enfin, la capacité des exploitations familiales à créer des emplois agricoles et extra-agricoles constitue un atout qu'il convient de valoriser pleinement tant pour sécuriser l'alimentation et les revenus des familles que pour absorber les jeunes qui arrivent sur le marché du travail (message3).

En conclusion de ce deuxième point, on peut noter que les exploitations familiales présentent de forts avantages comparatifs par rapport à des entreprises de production agricole fortement capitalisées, pratiquant une agriculture très intensive reposant sur le salariat agricole (l'agro-business). En effet, les productions des exploitations familiales s'inscrivent dans la durée; du fait notamment de leur enracinement social et territorial, elles sont capables de s'adapter aux chocs climatiques, économiques, à des changements brutaux du contexte tandis que les entreprises agricoles intensives, basées sur le salariat agricole sont plus vulnérables aux crises. Il en résulte de l'instabilité avec notamment la disparition ou la délocalisation des entreprises quand leur rentabilité économique diminue. En outre, la capacité des exploitations familiales à créer des emplois et des auto-emplois est bien supérieure car, pour l'agro-business, l'augmentation de la productivité du travail est une composante importante de l'amélioration de la rentabilité économique.

**De nombreuses contraintes limitent la possibilité des exploitations familiales à valoriser leurs marges de progression**

Parmi les contraintes qui limitent les progrès des exploitations familiales, il s'agit tout d'abord de *contraintes liées au contexte économique et institutionnel* dans lequel les exploitations familiales vivent et produisent. Pour augmenter et améliorer leur production, pour innover, les exploitations familiales ont besoin d'un environnement sécurisé et incitatif. Les exploitations familiales sont, en effet, le maillon d'une chaîne qui implique de nombreux autres acteurs: les pouvoirs publics, les opérateurs économiques privés, les organismes d'appui, etc. Force est de constater que cette chaîne compte pour l'instant de nombreux points faibles.

En effet, malgré les nombreux efforts consentis dans la période récente pour améliorer la situation (pistes, routes, distribution intrants et de matériels agricoles, subventions etc.), de nombreuses contraintes demeurent. L'accès des exploitations familiales aux services reste difficile dans beaucoup d'endroits pour les productions primaires et pour les autres activités (para agricoles et non agricoles) tant en ce qui concerne les services économiques

à la production que les services d'appui aux producteurs. Les investissements agricoles restent encore insuffisants en ce qui concerne les infrastructures, les équipements structurants. La régulation des prix des produits agricoles et des facteurs de production est très insuffisante et l'évolution de la situation foncière demeure très préoccupante pour les exploitations familiales.

*Des contraintes internes* freinent aussi les performances de certaines exploitations familiales: les superficies dont disposent nombre d'entre elles sont très limitées. Dans certaines parties du Bassin arachidier par exemple, certaines modalités de prise de décision et de gestion paraissent peu favorables à la recherche d'efficacité, la promotion économique des femmes et des jeunes reste souvent difficile et limitée, etc.

## 6. Des propositions

*La levée de ces contraintes permettrait aux exploitations familiales de valoriser leurs marges de progression et de jouer pleinement leur rôle dans l'amélioration durable de la situation alimentaire nationale.*

**Promouvoir des politiques agricoles et rurales qui valorisent de façon optimale les marges de progression des exploitations familiales agricoles, pastorales, de pêcheurs, etc.)**

La Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP) constitue une avancée très importante et il est essentiel que les dispositions qu'elle prévoit soient traduites en action rapidement, de façon effective et concertée.

Par rapport à l'objectif de souveraineté alimentaire, cinq points paraissent essentiels:

a) poursuivre les investissements dans les infrastructures de base (routes, pistes) et accroître les équipements structurants (aménagements hydro-agricoles, équipements pour la transformation, le stockage et la conservation etc.); un investissement important serait nécessaire pour restaurer la fertilité des sols (message 2).

b) renforcer et améliorer l'efficacité des services économiques indispensables aux exploitations familiales: (crédit à court et moyen terme, approvisionnement en intrants, mise en marché, transformation etc.) en veillant à ce qu'ils soient stables et accessibles (coût, proximité) et qu'ils concernent l'ensemble des activités rurales. Cela suppose que soit facilitée et accompagnée la construction de partenariats équilibrés et durables entre les exploitations familiales (et leurs organisations) et les opérateurs économiques privés qui interviennent en amont et en aval de la production et dont le rôle est essentiel pour améliorer les performances des filières et des chaînes de valeur.

c) appuyer l'innovation technique, dans le domaine de la production mais aussi de la transformation, par le renforcement de la recherche et du conseil, en facilitant l'accès à l'information et à la formation, en encourageant les échanges entre paysans.

d) mettre en place des mécanismes de stabilisation des prix des produits agricoles et des facteurs de production qui incitent au développement des productions alimentaires locales.

e) assurer la sécurité foncière des exploitations familiales par une réforme consensuelle qui permette de lever les impasses actuelles et qui garantisse leur accès à la terre (message2).

A noter enfin que ces mesures devraient s'accompagner d'une promotion des

### **Encourager la modernisation des exploitations agricoles**

produits alimentaires locaux auprès des consommateurs.

La modernisation des exploitations est indispensable et elle devrait notamment concerner le renforcement de leur efficacité économique (choix de production, intensification), l'amélioration de leur organisation interne (modalités de prise de décision et de gestion), une meilleure prise en compte des intérêts spécifiques des femmes et des jeunes ainsi que de l'importance de leur contribution, un renforcement de la qualification des ruraux, etc.

Cette modernisation devrait se faire en préservant les caractéristiques qui font la force des exploitations familiales et viser l'amélioration de leur productivité globale; celle-ci est certes liée à l'amélioration des rendements (de la terre et des animaux) mais elle intègre aussi l'autonomie alimentaire de l'exploitation, la maîtrise des dépenses familiales.

### **Conclusion**

*On peut retenir deux points en conclusion de ce premier message : la contribution actuelle des exploitations familiales rurales à l'alimentation des Sénégalais est importante et elles ont de fortes marges de progression ; les changements nécessaires pour qu'elles puissent exprimer leur potentiel concernent tous les acteurs et ils sont possibles.*

## → le débat et les apports du forum sur la contribution et les capacités de l'agriculture, l'élevage, la pêche et la foresterie familiales

Les apports du panel qui a complété la présentation de ce message introductif et du débat en plénière qui l'a suivi ont d'emblée posé les idées essentielles autour desquelles le forum a permis d'échanger à propos de la contribution des exploitations familiales rurales à l'autosuffisance alimentaire du Sénégal.

Une première synthèse de ces apports a été proposée par Ndiogou FALL, modérateur de ces débats

### Synthèse du panel et des débats

- 1) Il y a un accord général pour dire que **les exploitations familiales sont capables de nourrir le Sénégal** car il existe pour elles d'importantes marges de progrès.
- 2) L'une des contraintes importantes qui limite ces progrès est celle de la **commercialisation**
- 3) Les exploitations familiales doivent **changer de stratégie** pour améliorer leur contribution à l'alimentation du pays et la création de richesse et s'engager dans le combat économique. Elles doivent s'organiser différemment pour être capables de répondre aux exigences de qualité du marché.
- 4) Le **dialogue** est une condition pour permettre le progrès de l'agriculture familiale
- 5) Ce progrès doit **être accompagné** par des politiques économiques adaptées, le développement d'infrastructures et des réformes institutionnelles .

### Les principaux thèmes sur lesquels sont intervenus les panélistes (panel 1)

**Moussa SOW, éleveur de la Vallée du Fleuve Sénégal**, est parti d'une analyse comparative de la situation de l'élevage de l'agriculture et de la pêche dans cette zone avant l'Indépendance ("*lorsque la décrue libérait des terres humides propices à l'élevage, aux cultures et à la reproduction des poissons*"), et depuis la mise en place des aménagements pour mettre en évidence l'importance de l'harmonisation et de la complémentarité des activités pour régénérer les ressources naturelles et permettre à des exploitations familiales d'éleveurs "*bien organisées*" de nourrir le Sénégal.

**Ibrahim COULIBALY, responsable paysan malien**, a précisé les caractéristiques du modèle de production des exploitations familiales qui permet de nourrir la plus grande partie de la planète et dans lequel la notion de taille n'est pas déterminante (exemple chinois), mais qui, du fait qu'il soit "*ancré sur un système de vie*", peut être très performant et moins fragile que l'agrobusiness à condition que les choix de production soient soutenables (choix technologiques adaptés, endettement maîtrisable...). Des exemples cités dans la sous-région montrent que l'agriculture familiale a pu dans certaines conditions fortement augmenter sa productivité (par exemple, multiplication par 5, et parfois 8 des rendements du riz à l'hectare dans la zone de l'Office du Niger).

**Ousmane SY NDIAYE (UNACOIS)** partage la conviction que les exploitations familiales seront effectivement en capacité de nourrir le Sénégal quand le marché les incitera à augmenter leur production, et pense que les commerçants nationaux sont disposés à "jouer la carte" de la distribution de la production paysanne plutôt que celle des denrées importées, mais des conditions doivent être réunies pour réussir à renverser la tendance actuelle : le paysan doit être disposé à organiser sa production selon les spécifications techniques que lui donnera le distributeur en fonction du marché (fournir de façon permanente, en qualité et à des prix compétitifs), et le Gouvernement doit prendre ses responsabilités pour appuyer cette orientation.

**Madame DIA (secrétariat de la SCA)** a enfin exposé les orientations de la stratégie nationale de croissance accélérée qui ne vise pas seulement à "nourrir le Sénégal", mais aussi à accroître le revenus des producteurs et à créer les conditions d'un travail décent à travers la transformation des exploitations. Elle a présenté les deux "piliers" de la stratégie (amélioration de l'environnement des affaires de classe internationale – réforme fiscale, simplification administrative, protection des investisseurs –, et structuration de "grappes porteuses" permettant l'optimisation de la "chaîne de valeur"). La Stratégie de croissance accélérée, qui vise à inverser la tendance actuelle à l'importation des denrées et postule la stimulation de la production pour qu'elle devienne excédentaire, met l'accent le développement des relations entre acteurs économiques complémentaires : concertation, dialogue, partage de l'information, construction de partenariats. Bien qu'elle ait jusqu'à présent surtout privilégié les applications à l'agrobusiness et l'agro-industrie, elle voit aujourd'hui tout l'intérêt de s'ouvrir à l'agriculture familiale, et d'élargir son approche de la "relation", jusqu'à présent envisagée sous un angle purement économique, à sa dimension socioculturelle.

Dans la lancée de ce premier débat, le travail en atelier a enrichi et prolongé la réflexion du CNCR.

## 7. L'enrichissement de l'analyse et du constat proposés par le CNCR

**Une confirmation de la capacité des exploitations familiales à**

De façon symptomatique aucune voix ne s'est élevée pour contester la capacité des exploitations à nourrir le Sénégal, ni de la part de participants paysans, ni de celle des techniciens et des opérateurs économiques présents. Trois arguments ont été particulièrement invoqués dans les débats pour soutenir cette affirmation : par vocation, les paysans sont les mieux à même de

## nourrir le Sénégal

porter le souci de nourrir leurs compatriotes et de se donner les moyens de le faire – ils le démontrent constamment, et la composition de l'assiette du sénégalais le confirme. D'autre part de nombreux exemples apportés montrent qu'ils accroissent leur capacité de production quand les conditions les y incitent et le leur permettent; on le constate notamment à travers l'augmentation de la production céréalière qui, progresse globalement plus rapidement que la démographie. L'association de l'agriculture et de l'élevage, en constant progrès dans les stratégies familiales, constitue une autre condition favorable. Enfin parmi ces incitations, l'appel du marché – qui ne devrait pas se démentir à l'avenir – est déterminant. *"Je peux croire les paysans quand ils affirment qu'ils sont capables de nourrir le Sénégal parce que c'est leur métier et ils le connaissent, et parce que dans mon propre métier je constate que les besoins en céréales et en viande sont croissants"*, disait un commerçant présent au forum.

## Des approfondissements sur l'analyse des atouts du modèle de l'exploitation familiale

L'intérêt du modèle de l'exploitation familiale, par opposition à celui de l'agrobusiness qui *"en réalité pose beaucoup de difficultés"*, a été souligné par plusieurs participants de la sous-région (Mali, Burkina). D'une part la famille est non seulement une unité de production, mais également de consommation : promouvoir l'exploitation familiale permet d'agir sur les deux bouts de la chaîne économique, pourvu que la famille obtienne un revenu décent. D'autre part, la famille constitue une unité multifonctionnelle *"dans laquelle chacun joue sa partition"*, ce qui lui permet de diversifier ses atouts et d'adopter des modes de production plus "soutenables" et souvent, parce qu'elle connaît le comportement de son environnement, de faire pour augmenter sa production des choix technologiques ou organisationnels appropriés au contexte local et moins destructeurs de ressources (un paysan malien cite l'exemple du refus paysan d'adopter le tracteur dans des contextes qui se ne prêtent pas à son utilisation), ou plus adapté aux exigences de la société (pratiques foncières au Burkina).

## Un affinement de l'appréciation des limites actuelles des capacités des exploitations familiales

*"Acteur essentiel"*, l'exploitation familiale est aussi actuellement un *"maillon faible"* (débat panel). Les limites de ses capacités de production tiennent d'une part à l'insuffisance des facteurs de production : *"superficies limitées, matériels de travail, qualité des semences, eau surtout pour les éleveurs avec un maillage très distant entre forages ; problèmes d'aménagement des terres malgré qu'elles soient disponibles et là où les aménagements existent le problème qui se pose est lié à la durabilité ; fertilité des terres"* (rapport atelier "comment mieux nourrir"). D'autre part à la dégradation de l'environnement naturel et social : *"vol de bétail, feu de brousse, déchets plastiques qui impactent négativement sur la gestion des ressources naturelles"* (rapport atelier). Enfin à l'insuffisance des infrastructures et des services (*"pistes de production, moyens de transport, santé animale, mais aussi moyens de conservation et de stockage qui font défaut ... difficulté d'avoir des statistiques agricoles fiables obtenues à partir de leur vécu et leur permette d'arriver à fixer leurs prix ou de savoir le seuil à ne pas dépasser dans les négociations"* - idem), ce qui a notamment comme conséquence *"d'affaiblir le pouvoir de marché des exploitations familiales"* (ibidem).

Sont incriminés ici l'insuffisance des mesures d'accompagnement de l'État (*"peu de soutiens publics – surtout pour l'élevage; incohérence des décisions prises et de leur articulation au sein des régions dans lesquelles elles sont mises en œuvre; pilotage à vue"* – atelier), mais également la mauvaise organisation et le *"déficit d'entente des OP"* (débat panel et atelier).

**La question cruciale de la valorisation de la production familiale et de sa mise en marché**

Pour de nombreux participants, le problème de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche ou de la foresterie familiale n'est pas un problème de capacité de production, mais de valorisation et d'écoulement. En effet *"le marché a toujours tiré la production agricole"* et *"le principal goulot d'étranglement est celui de la commercialisation"* (débat panel). La valorisation de la production familiale suppose une bonne maîtrise de la chaîne qui va *"des semences à la commercialisation"* (panel), ce qui n'est possible pour l'exploitation familiale que si elle sort de son isolement et s'insère dans un réseau de relations pour construire des partenariats. De ce point de vue, l'un des moments forts de ce forum a été l'intervention du représentant de l'Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal (UNACOIS) qui a défini les engagements réciproques susceptibles d'assurer le succès d'un partenariat entre producteurs et distributeurs, et rappelé l'expérience prometteuse de la création entre son organisation et, à travers l'ASPRODEB, des organisations de producteurs familiaux sénégalais, de la "société de promotion de la commercialisation du riz au Sénégal".

## **8. Des orientations en termes de responsabilités à assumer par les paysans et leurs organisations pour relever le défi de l'accroissement de la contribution des exploitations familiales à l'autosuffisance et la souveraineté alimentaire du Sénégal**

*Le forum a permis de réaffirmer que les paysans et leurs organisations sont conscients de leurs responsabilités pour relever le défi de l'amélioration de leur contribution à l'alimentation du pays. Ils sont prêts à s'engager dans ce sens.*

**Les paysans ont des défis spécifiques à relever**

Certains défis spécifiques pour les paysans et leurs organisations ont été précisés par le forum :

- *"Le développement de l'autonomie interne des exploitations familiales par la **pluri-activité et une gestion partagée des ressources, des décisions et du pouvoir** entre les membres demeure un défi à relever.*
- *La maîtrise de l'**autoproduction de semences** constitue également un défi pour sécuriser l'approvisionnement en semences. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, il faudrait arriver à reconstituer le capital semencier en s'appuyant sur des expériences réussies de coopératives de semences.*
- *Pour que les EXPLOITATIONS FAMILIALES accroissent leur capacité, il faut définir une orientation tournée autour d'une **approche intégrée** permettant d'accroître la production alimentaire et d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement alimentaire d'une manière durable sur le plan environnemental. C'est ainsi que le défi de la **responsabilisation des acteurs, notamment ruraux, dans la préservation de l'environnement et la gestion des ressources** à été évoqué.*
- *Ensuite, on peut noter le défi de l'organisation dans le sens de la **maîtrise de la gouvernance des organisations** notamment à la transparence dans la gestion mais aussi le respect des textes régissant le fonctionnement des organisations de producteurs.*
- *Une autre orientation permettant aux exploitations familiales de mieux se nourrir et nourrir la population réside dans la complémentarité, la synergie dans les **relations entre les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs et les forestiers**". (rapport de l'atelier "mieux nourrir")*

## Ils sont prêts à prendre des engagements

"Pour mieux améliorer la contribution des exploitations familiales dans la nourriture des sénégalais, l'engagement et la responsabilisation de l'ensemble des acteurs sont nécessaires. Chaque acteur doit prendre ses responsabilités et respecter ses engagements partout et à tout moment.

- Le premier engagement est **d'assurer la sécurité alimentaire** : Si chaque paysan s'engage à assurer sa propre sécurité alimentaire et celle de sa famille, c'est presque la quasi-totalité de la population entière qui est à l'abri de l'insécurité alimentaire.
- Conscient de leurs forces et de leur capacité de mobilisation humaine et financière, ils s'engagent à **abandonner leur attitude « attentiste » et à mutualiser leurs efforts** dans la prise en charge des questions les concernant. Par exemple pour la lutte contre les feux de brousse, les éleveurs s'engagent dans la mobilisation humaine, financière et même l'implication des communautés rurales dans la prévention par la mise en place de pare-feux. Ceci est valable aussi dans la gestion des forages, dans la gestion des déchets plastiques, dans les mesures à prendre pour le respect des dispositions prévues.
- Un autre engagement réside dans la **mise en pratique les connaissances reçues à travers les formations** surtout pour les femmes dans les domaines de la transformation des surplus de production.
- Si des politiques publiques d'incitation, de régulation et d'investissement sont nécessaires, il est également indispensable que les paysans **renforcent la structure de leurs organisations** afin qu'elles soient des acteurs économiques capables de planifier, de concevoir des stratégies pour mieux rendre service à leurs membres (crédit, semences, transformation, équipement, etc.) et capables d'implanter des sociétés de développement pour régler le problème de financement (Autonomisation des OP).
- C'est dans ce sens qu'ils s'engagent pour s'organiser depuis la base pour renforcer leur capacité, promouvoir la coopération et la solidarité entre eux afin **d'accroître leur pouvoir de marché**".

(rapport de l'atelier "mieux nourrir")

## 9. Des interpellations en direction de l'État et du CNCR

Mais la responsabilité n'est pas seulement celle des paysans : c'est également celle de l'État sénégalais, et la mission du CNCR est de rappeler chacun à ses responsabilités.

### L'État a un rôle positif à jouer pour permettre aux exploitations familiales d'améliorer leurs performances

Selon les apports des participants à l'atelier "mieux nourrir", il revient notamment à l'État de :

- ↳ Accroître les investissements publics en élargissant les investissements hydro-agricoles, en fournissant des équipements en quantité et en qualité, en renforçant les capacités.
- ↳ Créer un environnement juridique favorable qui puisse inciter les producteurs à investir et valoriser l'espace de production (reconnaissance des personnes exerçant les métiers de l'agriculture, renforcement des capacités, etc.),
- ↳ Promouvoir des politiques concertées avec les pays limitrophes pour une exploitation équitable des ressources notamment halieutiques (licences de pêche).
- ↳ Promouvoir une concertation, une implication, une représentation des

*Organisations de producteurs dans l'élaboration, la mise en œuvre des politiques agricoles.*

↳ *Responsabiliser les organisations de producteurs pour mettre en œuvre les appuis de l'État.*

**La responsabilité du CNCR** Au CNCR alors de *"parler avec le gouvernement, l'aider à mieux orienter, à mieux identifier les bons interlocuteurs"* (rapport atelier "mieux nourrir").

\* \* \*

*Des éclairages complémentaires sur l'exploitation familiale sénégalaise ont en outre été apportés dans le cadre du **forum ouvert** qui s'est tenu le deuxième jour de la rencontre et a permis de présenter un film sur l'exploitation familiale au Sénégal et quelques résultats du programme d'étude et de recherche initié entre 2006 et 2009 par la Banque Mondiale et la Coopération française sur les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural dans plusieurs pays, et d'en débattre. L'IED et le réseau AGRIDAPE (agriculture durable) ont également présenté au cours de ce forum ouvert une documentation.*

**Le film : "les exploitations familiales peuvent-elles nourrir le Sénégal ?"**

Réalisé dans la perspective du forum sur les exploitations familiales de Dakar, ce moyen métrage présente à partir de l'interview de 9 paysans dans leur exploitation (6 hommes et 3 femmes chefs d'exploitation) un éventail de situations dans les principales zones agro-écologiques du Sénégal : exploitations d'un agropasteur en zone sylvo-pastorale confronté à la concurrence sur l'espace de "nouveaux acteurs", d'un agriculteur du Sénégal oriental limités par la baisse de fertilité et l'absence d'équipements, qui ne peut mettre en valeur toutes ses terres et connaît de grosses difficultés, de deux femmes maraîchères de la riche zone des Niayes – l'une sous-équipée échappe difficilement à la spirale de l'endettement en pratiquant le commerce, tandis que l'autre s'en sort bien et a pu augmenter sa superficie parce qu'elle a accédé à un crédit qui lui a permis d'investir dans une moto-pompe –, d'une femme d'agriculteur du Nord du bassin arachidier dont le mari a été contraint d'émigrer en Italie du fait de la non rentabilité de son exploitation, mais qui réussit à assurer la vie de sa famille en reconvertissant l'exploitation familiale et en diversifiant ses activités agricoles et non agricoles, d'un agro-éleveur qui dans la même région pénalisée par l'épuisement des sols a pu réhabiliter ses terres en produisant à peu de frais de l'engrais organique et rentabiliser son exploitation à travers des choix de production diversifiés et des investissements judicieux. Trois autres exploitations qui maîtrisent leur foncier et la fertilité et diversifient leur production obtiennent des résultats excédentaires ; elles illustrent la capacité qu'ont les exploitations familiales d'évoluer en se transformant. Un agro-pasteur de la vallée du Fleuve Sénégal s'est sécurisé en achetant beaucoup de terres, a stabilisé son troupeau en pratiquant les cultures fourragères, a fortement diversifié sa production pour à la fois sécuriser l'alimentation familiale et être concurrentiel sur le marché ; il a passé des contrats avec des commerçants pour garantir l'écoulement de son riz et de son oignon biologique. Un agro-éleveur du Sénégal oriental fortement excédentaire exploite 40 hectares ; il investit fortement dans l'équipement et la main d'œuvre pour les mettre en valeur et fertilise ses terres à peu de frais en y faisant paître ses animaux ; ses rendements augmentent régulièrement. En pays sérére, un paysan qui participe à une opération collective d'aménagement du terroir et de sécurisation foncière conduite par son association explique enfin tout le bénéfice que son exploitation a tiré de la transformation du système de décision familial selon les principes de l'approche "exploitation familiale" préconisée par la FONGS.

On retrouve dans ce panorama très complet les différents cas de figure d'exploitations familiales mis en évidence par les études paysannes réalisées en 2009 par la FONGS : grandes exploitations familiales performantes vivant essentiellement de l'agriculture et de l'élevage, moyennes exploitations en équilibre précaire qui doivent compléter leurs revenus agricoles par des revenus non agricoles, exploitations en difficultés souvent endettées et menacées de disparaître. Malgré la diversité des performances de leurs exploitations, tous ces paysans affirment que les exploitations familiales sénégalaises peuvent nourrir le pays, mais que si elles n'y parviennent pas actuellement, c'est parce que politiques de soutien et l'État et les appuis qu'elles reçoivent sont insuffisants ou inappropriés. Dans des interviews parallèles, des responsables de la FONGS, des chercheurs de l'IPAR et le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation ponctuent ces entretiens paysans qu'ils éclairent par leurs commentaires.

**Les éclairages donnés sur la situation des exploitations familiale au Sénégal par les études du programme RuralStruc**

Bruno Losch (Banque Mondiale) et Cheikh Oumar Ba (IPAR) ont présenté des images statistiques dans 7 pays, dont le Sénégal, qui confirment pour ce dernier les études paysannes conduites avant ce forum. Elles montrent que la majorité des ménages ruraux sont des ménages agricoles, que leurs revenus agricoles sont bas et se répartissent dans des proportions différentes entre autoconsommation et spécialisation, mais que dans plusieurs régions les revenus globaux de l'exploitation ne sont plus majoritairement agricoles.

Améliorer les revenus agricoles apparaît comme la clé non seulement de la réduction de la pauvreté, mais aussi de la diversification. La faiblesse de ces revenus empêche l'investissement : il faut donc des soutiens extérieurs et des appuis de l'État.

Selon les études présentées, les soutiens les plus appropriés paraissent être le soutien aux aménagements fonciers (accès à l'eau, lutte contre l'érosion, restauration des sols, reboisement), le soutien au fonctionnement des filières (cadres de concertation, réglementation minimale), et le renforcement des fonctions de services des petites villes et bourgs ruraux car elles sont nécessaires à la diversification.

L'ampleur des défis (2,6 million d'emplois à créer en 15 ans dans le monde rural, faible diversification de l'économie sénégalaise, crise écologique) impose de réinvestir dans les stratégies de développement en associant les acteurs locaux, notamment les OP.

## deuxième thème du forum : l'importance pour l'évolution des exploitations familiales de la gestion durable des ressources naturelles et de leur accès à l'espace

### **"LES EXPLOITATIONS FAMILIALES SERONT EN CAPACITÉ DE NOURRIR LE SÉNÉGAL SI L'ESPACE ET LES RESSOURCES SONT MIEUX GÉRÉS"**

*C'est ici encore une paysanne, Banel LY, membre de l'UJAK (région de Podor), qui a présenté le premier jour du forum sous forme de diaporama ce deuxième "MESSAGE INTRODUCTIF". Comme le précédent, il avait été préparé sous le contrôle du comité de pilotage à partir des apports de l'évaluation de la problématique de l'exploitation familiale conduite par la FONGS en 2009, et des ateliers thématiques sur la pêche, l'élevage et la foresterie familiales organisés par le CNCR en 2010. Deux études spécifiques avaient en outre été réalisées par l'IPAR à la demande du CNCR : l'une sur "l'acquisition de droits fonciers à grande échelle au Sénégal (état des lieux préliminaires et interrogations)", l'autre sur "l'agriculture sénégalaise face aux changements climatiques".*

*Le PANEL qui a suivi cette présentation était animé par Bara GUEYE, directeur de l'IED/AFRIQUE. Y ont pris part deux acteurs non paysans (Pape Waly GUEYE, conseiller technique du Ministre de l'environnement, et Ibrahima SYLLA, chercheur à ENDA), et deux responsables d'organisations paysannes (Ousseynou GUEYE, de l'association Jig Jam, et Marc GANSORE, de la Confédération Paysanne du Burkina Faso).*

*Le deuxième jour du forum, un ATELIER sur le thème "**comment mieux gérer l'espace et les ressources naturelles ?**", animé par Daouda DIAGNE, géographe appui technique de la FONGS, a permis au nombreux participants qui s'y sont inscrits de confronter leurs points de vue sur ce thème. Certains aspects de ce thème ont également été illustrés dans le film "les exploitations familiales peuvent-elles nourrir le Sénégal ?" projeté au cours du FORUM OUVERT qui s'est ensuite tenu dans l'après-midi.*

*Le DÉBAT GÉNÉRAL du troisième jour introduit par le rapport d'atelier présenté par Hamady SY (FONGS) a fait le lien entre ce thème et les deux autres thèmes du forum, et le MEMORANDUM final dégage des conclusions qui s'appuient notamment sur cette affirmation que "les exploitations familiales seront en capacité de nourrir le Sénégal si l'espace et les ressources sont mieux gérés", et en précise les conséquences. On y reviendra dans la troisième partie de ce document d'exploitation.*

## → deuxième message introductif :

**« les exploitations familiales seront en capacité de nourrir le Sénégal si l'espace et les ressources sont mieux gérés »**

*Pour que les exploitations familiales rurales (agro-sylvo-pastorales et de pêcheurs) puissent améliorer leurs performances et accroître de façon importante leur contribution à la sécurité alimentaire nationale, il est nécessaire que soit créé un contexte économique et institutionnel sécurisé et incitatif qui favorise leurs initiatives et la modernisation de leur fonctionnement (message 1). Cela suppose aussi que leur accès à l'espace (terrestre et maritime) soit sécurisé et que la gestion des ressources naturelles permette leur renouvellement. Les ressources naturelles constituent en effet la base des activités agricoles, pastorales, forestières et de pêche ; leur maîtrise et leur gestion sont donc un enjeu majeur pour les exploitations familiales.*

*Plusieurs questions sont posées: d'une part, l'amélioration des performances des exploitations familiales suppose notamment une augmentation de leur productivité; or cette dernière dépend en partie de la productivité de la terre, qui sous-tend la question de la fertilité de la terre mais également de la qualité de l'espace terrestre et maritime. D'autre part les performances des exploitations familiales dépendent en partie de leur taille, et donc de leur accès à l'espace et de sa disponibilité. Enfin l'amélioration des performances de l'Exploitation familiale dépend aussi des investissements que la famille consent, or on n'investit que sur un espace sécurisé ; ce qui pose en filigrane la question de la législation foncière.*

## 10. Des constats

**L'espace et les ressources naturelles ne sont pas illimités.**

Le Sénégal dispose d'un potentiel significatif pour les productions primaires et en particulier pour la production d'aliments nécessaires à la sécurité alimentaire. Ce potentiel pousse certains à considérer « qu'il y a beaucoup d'espace » et « de la place pour tout le monde ». Or, l'espace disponible pour les activités agro-sylvo-pastorales se réduit et les ressources naturelles connaissent une dégradation continue. Selon le RNA de 1998, **les terres arables représentent 19% de la superficie totale** du Sénégal, soit 3 800 000 ha dont environ **65% sont effectivement cultivées**. Entre 1960 et 1998, la surface cultivée a augmenté de 75 %.

Les terres cultivables sont inégalement réparties selon les régions :

- 57 % dans le Bassin arachidier.
- 20 % en Casamance
- 8 % dans la vallée
- 4 % dans la ZSR
- 10% pour le Sénégal oriental
- 1 % dans les Niayes

Près de la moitié des zones cultivées se concentrent dans la partie Ouest du pays qui est également la plus peuplée et la mieux connectée aux grands marchés urbains et internationaux.

Le potentiel de terres irrigables est estimé à 350.000 ha. Les surfaces aménagées sont estimées à 105.000 ha, soit le tiers du potentiel irrigable. Elles sont réparties entre la vallée du fleuve Sénégal (76.000 ha, soit 72% de la surface totale aménagée), la Basse et moyenne Casamance (15.000 ha), les Niayes (10 000 ha), la vallée de l'Anambé (4.000 ha) et le Sénégal Oriental (600 ha)

La superficie des formations forestières (hors parcs nationaux et réserves) est importante mais elle a diminué de 800 000 ha en 10 ans, entre 1980 et 1990 (IPAR, RuralStruc, Tome 1 : p.46).

**Les exploitations familiales gèrent jusqu'ici l'essentiel de l'espace et des ressources naturelles.**

Il existe une forte emprise des exploitations familiales sur l'espace agricole. Les résultats du recensement national agricole (RNA) de 1998 indiquent que **91% des exploitations familiales mettent en valeur les deux tiers de la surface cultivée et disposent chacune de moins de 10 ha**. Les exploitations de plus de 20 ha demeurent très minoritaires (1,4 % du nombre total d'exploitation) et ne mettent en valeur que 8,6 % de la surface totale cultivée.

La pêche artisanale reste dominante au Sénégal : **140 000 unités de pêche artisanale en 2007 ont réalisé les 2/3 des mises à terre**. La zone maritime se caractérise par une grande diversité biologique ce qui explique l'intérêt pour la pêche qui a généré pendant longtemps des revenus importants.

Les exploitations familiales maîtrisent également l'essentiel des ressources animales à travers trois formes d'élevage : (i) l'élevage pastoral dont l'espace se réduit ; (ii) le système agro-pastoral qui connaît une progression significative ; et, (iii) le système intensif ou semi-intensif qui s'est développé dans la période récente.

L'exploitation forestière repose en grande partie sur les exploitations familiales vivant à proximité, même si on observe le rôle significatif (et parfois controversé) des exploitants forestiers privés.

## 11.Des défis à relever

*Concernant l'accès à l'espace et la gestion des ressources naturelles, les exploitations familiales sont confrontées à 3 grands défis :*

**L'augmentation de la pression humaine sur les terres due à la croissance démographique**

**Entre 1960 et 1998, malgré une augmentation de 75 % de la surface totale cultivée, la surface par actif a diminué de moitié passant de 1,07 ha à 0,54 ha/actif** (IPAR-RuralStruc, comparaison enquêtes Diarassouba 1960 et RNA 1998-99). Elle est particulièrement forte dans la partie Ouest du pays qui connaît des densités démographiques très élevées, alors que le reste du territoire apparaît globalement sous peuplé.

**La dégradation des ressources naturelles**

Elle revêt cinq formes principales :

- **La dégradation de la qualité des terres agricoles** en raison de la baisse de la pluviométrie, de l'érosion éolienne dont les effets ont été amplifiés par des pratiques agricoles inadaptées (monoculture extractive de l'arachide) ;
- **La diminution des ressources en eau** est due à la forte baisse de la pluviométrie et au raccourcissement de la saison des pluies. Or, la pluie reste la principale ressource en eau et l'essentiel de l'agriculture sénégalaise en dépend, car l'irrigation ne concerne pas plus de 4% des terres cultivées ;

- **La dégradation des ressources forestières** et du couvert végétal, qui connaissent une évolution régressive ; le potentiel ligneux a accusé une régression de 9,2% entre 1985 et 1995 (FAO, PAFS 1993 in Ruralstruc Tome 1, page 50) ;
- **La régression du système pastoral** due à (i) l'extension des surfaces cultivées, (ii) la dégradation des pâturages (déficit pluviométrique), (iii) la régression de l'élevage bovin extensif transhumant ou semi-transhumant suite aux grandes sécheresses de 1972/73 et des années 1980, et (iv) des politiques publiques peu favorables ;
- **La surexploitation des ressources halieutiques** : La surcapacité dans les pêcheries artisanales et l'excès de l'effort de pêche ont entraîné une surexploitation des ressources démersales et côtières (crevette, rouget, daurades roses, mérrou, seiche, etc.). La pêche continentale est également en régression du fait de la sécheresse, de la maîtrise des crues et de la surexploitation des ressources.

Les changements climatiques annoncés pourraient de plus accélérer et aggraver ces évolutions préoccupantes.

#### Des concurrences accrues pour l'accès à l'espace et aux ressources naturelles

Trois types de concurrences peuvent être relevés :

- **Les concurrences anciennes**, qui s'aggravent et se traduisent par des tensions entre : (i) agriculteurs et éleveurs ; (ii) certains exploitants forestiers et les populations locales ; (iii) les pêcheurs locaux et ceux venus de l'extérieur.
- **L'affectation d'espaces agro-sylvo-pastoraux et maritimes à d'autres usages** : (i) l'urbanisation rapide qui absorbe l'espace agricole situé à la périphérie des villes, notamment dans les zones côtières proches de Dakar, exacerbé par la communalisation (Darou Khoudoss, Ross Béthio, etc.) ; (ii) des installations à vocation touristique (stations balnéaires) se font sur le domaine maritime (petite Côte, Oussouye, Saint-Louis) ; (iii) des équipements et des infrastructures à vocation minière ou industrielle sont mis en place dans l'espace agricole (Kédougou, plateau de Thiès). Les paysans comprennent la nécessité pour le Sénégal de diversifier son économie, mais la question se pose en termes de modalités d'implantation d'activités nouvelles et de contreparties pour la population locale (emploi, indemnisation)
- **Le développement du rôle de l'agro-business** dans la production constitue une forme de concurrence particulièrement préoccupante pour les exploitations familiales. Jusqu'à une date récente, les opérateurs économiques ont surtout investi dans l'amont et dans l'aval de la production primaire. Les EXPLOITATIONS FAMILIALES et leurs organisations reconnaissent l'importance du rôle des industries de transformation (tomate industrielle, poisson, coton, arachide, etc.), qui stimulent la production dès lors qu'elles sécurisent les débouchés et les prix (contractualisation). Néanmoins, peu d'opérateurs économiques ont investi jusqu'ici dans les productions primaires à l'exception de la pêche (la pêche semi-industrielle assure le tiers des mises à terre), de l'exploitation forestière, de l'aviculture, etc.

L'entrée massive de l'agro-business dans la production agricole est très préoccupante pour les EXPLOITATIONS FAMILIALES eu égard : (i) à l'**importance des surfaces concernées**, si les projets en cours ou prévus se concrétisent : le

programme agro-carburant prévoit l'affectation de 320.000 ha en 2012, la GOANA accroît fortement la demande de terres conduisant ainsi à des situations où certaines Communautés rurales ont distribué plus que le disponible foncier (CR de Mbane) ; (ii) aux **modalités d'attribution des terres** (les procédures actuelles d'attributions ne sont pas transparentes, certaines procédures ne s'inscrivent pas dans le cadre légal existant et l'impact environnemental que pourrait avoir la multiplication d'entreprises agricoles fortement capitalisées n'est pas mesuré) ; (iii) aux informations concernant une **future réforme foncière** qui pourrait conduire à des processus d'exclusion de l'agriculture familiale dans certaines zones, au profit d'entrepreneurs étrangers à la zone.

## 12. Les exploitations familiales sont dans des situations différenciées

*Le travail mené par la FONGS en 2009 auprès de plus de 700 exploitations a permis d'établir une typologie de ces exploitations selon leur rapport à l'espace et aux ressources :*

**Cas A** *Exploitations familiales disposant de superficies suffisantes, avec des ressources naturelles en bon état et bien exploitées :*

Zones concernées : Delta, Sud du Bassin Arachidier, Niani et zones où la densité démographique est encore limitée et où la fertilité est correcte.

Risques : (i) la saturation de l'espace est prévisible dans 10 ans si les systèmes de production n'évoluent pas ; (ii) installation d'acteurs extérieurs intéressés par ces bonnes terres.

**Cas B** *Exploitations familiales qui ont un espace suffisant, qu'elles ne peuvent exploiter que partiellement.*

**Sous-type B1 : espace disponible mais ressources naturelles dégradées, forts aléas pluviométriques**

Zones concernées : Louga, Sud de Matam, Bakel

**Sous-type B2 : espace et ressource en eau disponibles mais insuffisance des aménagements et équipements**

Zones concernées : Moyenne Vallée, Niayes, Casamance.

**Sous-type B3 : espace disponible mais manque de main-d'œuvre**

Zones concernées : Zone sylvo-Pastorale (désaffections des jeunes bergers) et Basse Casamance (insécurité)

**Cas C** *Exploitations familiales qui ont de grandes difficultés à accéder au foncier :*

**Sous-type C1 : espace agricole saturé** : Zones concernées : Nord et centre du Bassin Arachidier, Niayes

**Sous-type C2 : accès très limité au foncier** : Zones et EXPLOITATIONS FAMILIALES concernées : cas des castes, des familles non originaires, des colons dans le Niani

**Sous-type C3 : accès très limité au foncier des femmes et des jeunes**

## 13. Des propositions

### Ces propositions sont justifiées par les avantages comparatifs des exploitations familiales

Les EXPLOITATIONS FAMILIALES disposent de plusieurs avantages comparatifs qui justifient que les politiques publiques les privilégient et leur permettent de sécuriser leur accès aux ressources naturelles.

#### D'abord, leur capacité à valoriser, en matière de gestion durable des RN, l'espace et les ressources naturelles :

- les EXPLOITATIONS FAMILIALES font une consommation économe de l'espace et des ressources ;
- Les EXPLOITATIONS FAMILIALES ont depuis longtemps fait la démonstration de leur capacité à valoriser les ressources rares : c'est le cas du système pastoral dans les zones semi-arides et aussi des Niayas.

#### Ensuite, leur capacité d'adaptation aux évolutions de leur environnement :

- Les EXPLOITATIONS FAMILIALES se sont adaptées à la dégradation de la pluviométrie en diversifiant les cultures, en adoptant des variétés à cycle court (nord du bassin arachidier), etc. ;
- Les EXPLOITATIONS FAMILIALES ont répondu à la réduction des jachères par le développement de l'embouche bovine et ovine ;
- Les EXPLOITATIONS FAMILIALES ont montré une capacité à reconstituer leur capital « bétail » suite aux sécheresses et épidémies, etc.

#### Enfin, la perception qu'elles ont de l'espace et des ressources naturelles :

- Pour les exploitations familiales, l'espace n'est pas seulement physique, c'est aussi un « espace mental, social » sur lequel les individus et les familles projettent « leur culture, leurs rêves et leurs projets » (mots d'un responsable paysan) ;
- Les EXPLOITATIONS FAMILIALES ont certes leur part de responsabilité dans la dégradation des ressources naturelles, mais force est de constater qu'elles y ont été le plus souvent contraintes : (i) du fait de la croissance démographique, (ii) du fait aussi et sans doute surtout des politiques publiques inadaptées mises en œuvre sur la longue période ;
- L'attachement des ruraux à leur terre reste très fort comme en témoignent les initiatives originales prises par des organisations paysannes pour renforcer les droits fonciers des EXPLOITATIONS FAMILIALES (exemple de Jig-Jam à Fissel).

### Ces propositions paysannes sont les suivantes :

- ⇒ **Garantir la sécurité foncière des exploitations familiales.** Les exploitations familiales n'ont pas de droits établis de façon formelle. Une réforme foncière se justifie donc au regard de deux objectifs principaux : (i) donner aux exploitations familiales des droits réels ; (ii) encadrer par la loi les recompositions foncières en cours dans les sociétés locales (« transactions illégales ») ou qui seront nécessaires pour assurer la viabilité économique de certaines exploitations familiales. Plusieurs propositions ont été faites par le CNCR dans ce sens à l'issue d'un vaste travail de concertation à la base.

- ⇒ **Redéfinir et préciser les conditions d'accès et les modalités d'exploitation des autres ressources.** Le système pastoral est reconnu par la LOASP comme mode de mise en valeur de l'espace. Il devrait faire l'objet de dispositions réglementaires qui protègent les droits des éleveurs (pâturages, zones de parcours) et qui réglementent leurs pratiques.  
 Certaines dispositions réglementaires devraient également être modifiées dans le secteur de la pêche : (i) révision des accords de pêche concernant les ressources démersales, côtières et les petits pélagiques pour en assurer une gestion durable ; (ii) régulation de l'effort de pêche et des volumes débarqués ; (iii) repos biologique pour certaines espèces ; (iv) exclusivité des activités de pêche artisanale dans la zone des 6 mille marins.
- ⇒ **Promouvoir une gestion réellement concertée des ressources naturelles à l'échelle locale, en prenant en compte les spécificités régionales.** Avec le processus de décentralisation, les compétences en termes de gestion des ressources naturelles ont été transférées aux communautés rurales. Il serait nécessaire (i) de respecter les attributions qui leur sont dévolues, (ii) de mettre en place les instruments permettant des diagnostics permanents de la situation des ressources naturelles et (iii) des procédures assurant une concertation entre les élus et la population afin d'améliorer la gouvernance locale.
- ⇒ **Mettre en place des programmes ambitieux d'amélioration durable de la productivité de la terre et des animaux.** Plusieurs voies peuvent être explorées afin de restaurer la fertilité des terres et promouvoir des modèles d'exploitation plus durables : (i) initier des mesures incitatives pour l'agro foresterie, (ii) favoriser l'intégration agriculture/élevage, (iii) engager un programme d'envergure de restauration de la fertilité des sols, etc.
- ⇒ **Mettre en œuvre une politique rigoureuse d'aménagement du territoire visant à une meilleure répartition de la population sur l'ensemble du territoire national.** Cela supposerait notamment (i) de poursuivre les efforts actuels pour améliorer les conditions de vie et rendre les zones périphériques plus attractives ; (ii) appuyer de façon prioritaire le développement économique des régions les plus éloignées (qui sont également celles qui sont les moins peuplées et qui ont le plus grand potentiel agro-sylvo-pastoral) ; (iii) appuyer la diversification des activités rurales non agricoles.

## → le débat et les apports du forum sur la gestion de l'espace et des ressources naturelles

Bara GUEYE, modérateur du panel et du débat en plénière qui a suivi la présentation de ce second message, a synthétisé la teneur de ces premiers échanges autour des points suivants :

- 1) Il y a consensus sur l'urgence de mettre en place **une Loi sur le foncier** pour régler la question de l'insécurité foncière.
- 2) Mais ce débat n'est pas nouveau. Les OP sont interpellées par le fait qu'il ne progresse pas et doivent développer de **nouvelles stratégies** pour faire avancer les acteurs politiques.
- 3) Il y a ailleurs (par exemple au Burkina) des expériences intéressantes : elles offrent des opportunités pour des **échanges**.
- 4) En matière de gestion durable des ressources il y a également beaucoup d'expériences locales porteuses au Sénégal qui démontrent les effets de cette gestion sur la production et les revenus familiaux : comment les **mettre à l'échelle** ? (il faut d'abord les documenter).
- 5) On n'a pas suffisamment approfondi le rôle des **collectivités locales** dans le développement agricole, notamment par rapport au foncier sur lequel elles ont compétence. Il semble qu'elles aient une trop faible articulation avec les OP.
- 6) La question de l'**agrobusiness** n'est pas seulement celle, bien connue, de la concurrence avec l'agriculture familiale sur le foncier. C'est aussi celle de la menace que fait peser ce type d'agriculture industrielle sur la gestion durable des ressources naturelles. Il y a matière à alimenter à ce sujet un plaidoyer.

### Les principaux thèmes sur lesquels sont intervenus les panélistes (panel 2)

**Ousseini GUEYE**, membre de l'association paysanne Jig Jam, a présenté l'expérience qui a permis à 55 exploitations familiales de son association de tripler leurs rendements en mil et arachide et de passer de 6 à 12 mois/an de couverture de leurs besoins alimentaires par leur production en aménageant et fertilisant l'espace de leur exploitation et en améliorant sa gestion familiale. Des démarches ont été entreprises simultanément avec l'appui des collectivités locales pour sécuriser ces exploitations sur le plan foncier.

**Marc GANSORE**, de la Confédération paysanne du Burkina Faso, a présenté le processus de consultation et de dialogue national sur le foncier qui pendant deux années a associé les organisations paysannes, de femmes, les ONG travaillant sur le foncier, les autorités coutumières, les élus locaux, les représentants de l'État et du secteur privé et débouché sur l'élaboration d'un document de politique foncière préparant l'adoption d'une loi apportant une réforme majeure en faveur de la sécurisation foncière des petits exploitants. Il a souligné la nécessité que les OP sénégalaises se battent pour participer à la définition d'une loi foncière complétant la LOASP.

Le colonel **Pape Waly GUEYE**, conseiller technique du Ministre de l'environnement, après avoir rappelé que l'espace et les ressources naturelles avaient besoin d'être organisés et gérés pour soutenir la production des exploitations familiales et permettre sa diversification, a présenté les principes guidant l'aménagement forestier dans les zones de Kolda et Tambacounda, le mécanisme des Plans d'action environnemental régionaux (PAER) qui doivent favoriser l'introduction de l'arbre dans la production familiale, et insisté pour que l'on tienne compte de la sociologie rurale et des critères d'appréciation de la valeur de l'arbre ou de l'animal chez le paysan pour valoriser les produits de la foresterie.

Après avoir rappelé que la terre est le substrat de toute activité agricole, **Ibrahim SYLLA** (ENDA), collaborateur d'Oussouby TOURE, a fait une analyse critique de la Loi sénégalaise sur le Domaine National et des différentes options actuellement envisagées pour une réforme de la législation foncière au Sénégal.

L'atelier qui a permis de poursuivre ces discussions ainsi commencées en plénière a été celui où s'est inscrit le plus grand nombre de participants, ce qui indique que ce deuxième thème du forum est très sensible pour les paysans.

## 14. La confirmation et l'enrichissement par le forum de l'analyse et du constat proposés par le CNCR

Les résultats du diagnostic proposé dans le message introductif sur les enjeux pour la production et l'essor des exploitations familiales de la qualité et de la disponibilité des ressources naturelles ainsi que de l'accès à l'espace et la sécurité foncière de ces exploitations n'ont pas été remis en question par le forum. Les très riches débats sur ce deuxième thème en plénière et en atelier ont apporté des précisions dans les cinq directions suivantes :

## 1) La confirmation que le rapport à l'espace et aux ressources est étroitement lié au modèle de production des exploitations familiales

<b>Un comportement a priori plus responsable quand on est dans un modèle familial ...</b>	<p><i>"La terre n'est pas un héritage que l'on peut accaparer, mais un emprunt à faire fructifier pour nos enfants"</i> : le système de valeur hérité par la famille rurale la rend responsable des ressources et de l'espace dont elle ne se sent pas "propriétaire" au sens individualiste moderne du terme, mais "usufruitière" ou "gestionnaire".</p> <p>Une bonne gestion de ces ressources, qui sont "à la base de notre activité" et constituent "la première richesse du pauvre", permet non seulement à la famille de "se nourrir", mais de "nourrir les autres" : un participant riziculteur a calculé avec précision qu'il pouvait en passant d'un rendement de 4T/ha à un rendement de 6T/ha, nourrir 194 sénégalais avec la production de son exploitation familiale. En outre, une utilisation diversifiée et une gestion imaginative des ressources et de l'espace permettent de "travailler non seulement en hivernage, mais de développer des activités tout au long de l'année" (débat panel)</p>
<b>... mais des risques de dégradation du modèle de production</b>	<p>La contamination du modèle industriel a des effets pervers. Trois ont été particulièrement soulignés au cours de l'atelier du deuxième jour : la diminution de la biodiversité (accentuée avec le recours aux OGM), la multiplication des nuisances (liée à l'utilisation des pesticides, de certains engrais et aux déchets plastiques), et la concurrence sur l'espace cultivable des biocarburants ("<i>le mil, le souna et autres céréales sont sacrifiés pour le jatropha</i>"). Une orientation des exploitations familiales vers l'agro-écologie est recommandée par plusieurs participants paysans.</p>

## 2) Un accent mis dans les débats du forum sur la problématique de l'élevage

<b>Une activité de plus en plus bloquée dans l'espace</b>	<p>La "grande crainte" des éleveurs porte sur la restriction de leur accès à l'espace et aux ressources nécessaires à la conduite de leur activité. La compétition sur le foncier ("<i>la terre est de l'or, et est toujours l'objet de convoitises</i>"), sur lequel ils peuvent difficilement matérialiser leurs droits ("<i>Nous éleveurs sommes les parents pauvres en termes de foncier, nous sommes complètement déshérités</i>"), la concurrence sur l'espace avec l'agriculture et les tensions qu'elle provoque ("<i>l'agressivité augmente</i>"), les entraves à la mobilité pastorale (blocage de l'accès au Fleuve dans la région de Dagana) les mettent en état de grande insécurité .</p>
<b>Quelles politiques ?</b>	<p><i>"La question de l'élevage, surtout pastoral, est complètement occultée".</i> La LOASP existe, mais l'élevage n'est pris en considération que dans 5 articles sur 82. Plusieurs exemples de contradictions dans la conception ou la gestion de l'aménagement pastoral ont été apportés (Anambé, Ranch de Dolly). "<i>Le diagnostic montre que la vision et les choix dans l'agriculture et l'élevage sont une entrave à la mobilité pastorale (cas de la vallée du fleuve Sénégal). En plus il faut prendre en compte que la pollution par les déchets plastiques est une catastrophe pour les éleveurs. Donc au niveau des propositions de politique agricole il faut prendre en compte la mobilité pastorale et définir la notion d'espace pastoral"; "il faut le définir par zones agro-écologique".</i></p> <p>Il a été préconisé de réviser la LOASP sur ces aspects relatifs à l'élevage, et de prendre les décrets d'application qui font actuellement défaut.</p>

### 3) L'accent sur la dimension fortement politique de la question de la gestion de l'espace et des ressources

#### Des enjeux politiques et financiers

La gestion des ressources et de l'espace est règlementée par des Lois, mais elles sont dépassées ou ne sont pas respectées (cas du code de la pêche ou de la Loi sur le domaine national).

La bataille qui se livre depuis 1998 autour de la nouvelle Loi foncière au Sénégal révèle la nature politique des enjeux de la maîtrise de l'espace. *L'opacité, la corruption* dans l'affectation et la répartition des terres est dénoncée, ainsi que leurs conséquences : *"Il n'y a pas de transparence ni de concertation sur la gestion de l'espace ; chez nous on a affecté plusieurs milliers d'hectare à un privé espagnol sans consulter la base : des villages seront déplacés, des champs et des lieux sacrés profanés. La loi sur la décentralisation n'est que de vains mots"*.

#### Un engagement indispensable des collectivités locales et des élus paysans

La responsabilité des élus locaux a été mise en exergue (*"Certains PCR ont failli dans leur rôle de défense des intérêts des paysans" – "à Kédougou ce sont des élus locaux, donc habitants en zone rurale, qui ont signé l'affectation de terres à un privé ; on note qu'il sera important, voir fondamental, d'interpeller, de situer les responsabilités et les engagements des paysans"*). *"Les mêmes scénarios qui se passent au Sénégal se passent au Mali et en Côte d'Ivoire. Les élus encore une fois doivent se rapprocher davantage et écouter la base, les paysans. Il faut qu'on indexe nos représentants car ce sont eux qui vendent les terres, nos terres. Il faut que les paysans s'organisent davantage et choisissent le bon représentant, celui qui parle des problèmes des paysans et non de leur problème"*.

C'est déjà le cas de certains responsables paysans devenus élus locaux qui sont *"d'accord pour s'organiser pour sécuriser les exploitations familiales"*. Il a été rappelé que cet engagement va dans le sens de ce qui est préconisé par le CNCR (*"En ce qui concerne la responsabilité au niveau local, il faut faire de la politique pour être élu et défendre les intérêts des paysans"*). Au sein des collectivités locales, les responsables paysans devront également *"travailler pour que les plans locaux prennent en compte la gestion et la préservation des ressources naturelles"*, ce qui est actuellement rarement le cas.

#### Développer des stratégies pour influencer le niveau national

Tous les problèmes ne trouvent pas de solutions au niveau local. Certains dépassent les frontières et relèvent des relations inter-États (on cite la déforestation, avec la Gambie, ou la pêche, avec la Mauritanie). *"Les paysans par la voie de la CNCR doivent non seulement faire des propositions et mais faire de telles sortes que ces propositions soient accepté au plus haut niveau (État) car même si les paysans sont présents dans les collectivités locales, ils ne peuvent qu'exécuter les politiques de l'État"*. La question a été posée par certains de savoir si les paysans ne devaient pas se faire directement représenter au niveau national (*"peut-on continuer à faire des propositions sans être associé à la décision ? On est déjà dans les collectivités locales : ne faut-il pas être aussi à l'Assemblée et au Sénat – tout en sachant bien que le mouvement paysan n'est ni un syndicat, ni un parti : il est là pour l'épanouissement du paysan ?"* – *"Il faut d'abord s'unir, se mobiliser et faire de telle sorte qu'on accède par représentativité à l'Assemblée mais dans l'union"*). La conclusion proposée est qu'il faut *"revoir notre copie avec l'État"*, et qu'il faut *"s'engager sur le terrain politique et se positionner pour ne pas continuer à être marginalisé"*.

#### 4) Une priorité : outiller les paysans et les responsables de leurs organisations par la formation et l'information

<b>Le renforcement des capacités des responsables d'OP</b>	<i>"Les responsables doivent avoir un rôle de veille, d'alerte et d'anticipation sur les décisions de l'État. La formation des responsables est cruciale pour jouer notre rôle de citoyen dans la gestion du patrimoine collectif qu'est l'espace". "Il faut définir le profil de l'élu paysan, notamment les capacités types des représentants. Il faut mettre en œuvre des programmes de formation sur cette base pour renforcer les capacités d'influence dans le cadre de prise de décision (un représentant qui ne sait ni lire ni écrire ne peut pas défendre ses intérêts encore moins les intérêts des paysans)". Mais il faut également mettre à leur disposition les informations pertinentes, or les données de référence, "par exemple sur les terres arables disponibles ou les superficies aménagées", sont rapidement dépassées. Elles doivent donc être actualisées.</i>
<b>La diffusion de la bonne information et des connaissances chez les paysans</b>	<p><i>D'autre part les paysans n'ont pas accès aux informations utiles; ainsi "La méconnaissance de la loi par les paysans est un facteur bloquant. Alors il faudra mettre en place des dispositions pour vulgariser les lois, notamment la LOASP (traduction en langue nationale, sensibilisation...)" – "S'agissant du domaine national, les gens ne disposent pas de la bonne information donc, le CNCR a le rôle d'informer et de former ses membres pour que ces derniers puissent connaître leur droit et défendre leurs intérêts".</i></p> <p><i>Il est préconisé que "le CNCR fasse un effort sur le renforcement de capacité en ce qui concerne la gestion et la préservation des ressources naturelles (...). Il y a aussi la formation des jeunes en GRN. La mise en valeur des connaissances locales aussi est un élément et un moyen favorable pour la préservation des ressources naturelles (illustration : les bois sacrés)". Enfin, "en tant qu'acteur de la base, il faut anticiper sur les changements climatiques par l'information et le renforcement de capacité quand aux dispositions à prendre".</i></p>

#### 5) La suggestion de compléter l'analyse proposée par le CNCR sur certains aspects

<b>le changement climatique</b>	<i>Il constitue en soi un défi qui doit être ajouté aux trois défis retenus par le CNCR en raison notamment de ses impacts déjà ressentis sur les activités de pêche et les activités pastorales.</i>
<b>la gestion foncière, facteur de Paix sociale</b>	<i>"La question foncière et sa relation avec l'exploitation familiale est un facteur de cohésion et de paix dans les terroirs, maintenant il faut continuer à travailler dans le sens de combattre l'injustice faite dans la délibération des terres en zone urbaine et en zone rurale".</i>
<b>La concurrence de l'espace habité</b>	<i>"L'implantation des villages ne prend pas en compte les espaces agricoles" et la "transformation des terres cultivables en parcelles assainies destinées à l'habitation" entraîne "l'apparition de paysans sans terre autour des villes du fait de la spéculation immobilière".</i>
<b>L'accès des femmes à la terre</b>	<i>"La question des femmes et du foncier est centrale pour créer de la richesse et lutter contre la pauvreté" (paysanne gambienne) ; "les femmes chefs de famille ne sont pas nombreuses", mais "l'approche genre est occultée alors que ce sont les femmes qui ont le plus de problèmes d'accès à la terre".</i>
<b>La pêche continentale</b>	<i>"La question de la pêche continentale n'a pas été prise en compte [dans les études du CNCR]. C'est une question importante : il faut inclure des propositions favorable à cette activité notamment dans la vallée, en Casamance et au centre-</i>

est".

<b>L'espace minier</b>	<i>" L'exploitation aussi des carrières est un problème récurrent aujourd'hui pour les paysans des zones concernées"</i>
<b>La question des sinistres et calamités</b>	<i>"La question des calamités et sinistres n'est pas bien ressortie ; la gestion du péril aviaire dans la Vallée, et des inondations dans les zones d'agriculture doivent faire l'objet de propositions et d'engagements".</i>
<b>L'urgence d'une loi foncière</b>	L'atelier de la deuxième journée suggère de faire de l'obtention d'une loi conforme aux intérêts des exploitations familiales un cinquième défi pour les organisations paysannes sénégalaises.

## **15. Des orientations en termes de responsabilités à assumer par les paysans et leurs organisations pour relever le défi de la maîtrise par les exploitations familiales de l'espace et des ressources afin d'accroître leur contribution à l'autosuffisance et la souveraineté alimentaire du Sénégal**

*Non seulement les paysans présents au forum se sont prononcés sur les engagements qu'ils pouvaient prendre dans le cadre de leurs organisations, mais les élus locaux paysans qui participaient à ce forum l'ont également fait en rapport avec leurs responsabilités politiques.*

<b>Les engagements des OP par rapport à la gestion des ressources naturelles</b>	<p>Les propositions faites par l'atelier "comment mieux gérer l'espace et les ressources" étaient les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>"Les organisations membre du CNCR doivent mettre en place des programmes de renforcement de capacité de gestion et préservation des ressources naturelles (qui prennent en compte la lutte contre les feux de brousses, la sensibilisation et l'information des EXPLOITATIONS FAMILIALES sur les expériences réussies, le respect des textes de lois) ;</i></li><li>- <i>Le CNCR et les fédérations membre du CNCR s'engagent à mettre en échelle les bonnes pratiques de GRN et de sécurisation foncière à travers un programme de capitalisation et de diffusion à l'échelle nationale des succès</i></li><li>- <i>Une étude environnementale par le CNCR et les OP doit permettre de formuler des propositions et une prise d'engagement pour l'amélioration durable du cadre de vie des EXPLOITATIONS FAMILIALES pour un changement de comportements et de pratiques plus respectueuses d'une bonne gestion de l'environnement (gestion des déchets plastique, l'énergie domestique et l'usage des pesticides).</i></li><li>- <i>Un programme de veille environnementale doit également mis en œuvre par les OP en vue d'informer les producteurs sur les changements climatiques et de valoriser et d'échanger sur les bonnes pratiques paysannes d'adaptation"</i></li></ul>
<b>Par rapport à l'accès équitable et durable à l'espace et aux ressources</b>	<p>Les propositions étaient les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>"Le CNCR et les responsables des OP doivent avoir un rôle de veille, d'alerte et d'anticipation sur les décisions de l'État.</i></li><li>- <i>Le CNCR et les organisations paysannes se sentent interpellées en voyant</i></li></ul>

que l'adoption d'une loi foncière ne progresse pas et qu'elles restent à l'écart de sa préparation En s'inspirant des expériences des OP de la sous-région et en relation avec le ROPPA, le CNCR, s'engage a relancer le combat politique pour la sécurisation foncière des EXPLOITATIONS FAMILIALES et de nouvelles stratégies valorisant les alliances avec les collectivités locales doivent être mises en œuvre pour faire avancer ce dossier ,

- Meilleure prise en compte du Foncier pastoral et du secteur de la pêche dans le plaidoyer du CNCR et des OP. Un engagement particulier doit être pris par les OP de Pasteurs pour une application concertée des lois, notamment la LOASP dans le cadre des décrets et la réforme foncière par le plaidoyer et le lobbying pour lever les entraves à la mobilité pastorale.
- Des alliances sur la base des principes de promotion des EXPLOITATIONS FAMILIALES doivent être bâties avec les élus locaux en vue de construire des articulations entre OP et collectivités locales
- Les élus paysans membre du CNCR et des OP doivent être mis à contribution à travers des actions de formation et d'information pour mieux défendre les intérêts des paysans et pour sécuriser les EXPLOITATIONS FAMILIALES dans leur localité
- Une lutte contre la concurrence des biocarburants (le CNCR doit consentir beaucoup d'effort pour constater et barrer la route à cette espèce de culture) et pour promouvoir la culture vivrière".

#### **Engagements des Elus locaux et des collectivités locales**

"Les élu locaux s'engagent à la construction d'alliances avec les paysans et leur organisation en vue de :

- La création et la redynamisation de cadres de concertation avec les élus pour une gestion collective (Elu et Paysan) des conventions locales pour le reboisement, la formation et la sensibilisation sur les textes de lois (LDN décentralisation, code de la pêche, environnement, etc.) il faut essayer d'initier de conventions locales qui engagent la responsabilité de tous les acteurs
- Élaborer, mettre en œuvre de façon collective les plans locaux de développement notamment la gestion et la préservation des ressources naturelles".

## **16. Des interpellations en direction de l'État**

"Les paysans par la voix du CNCR doivent non seulement faire des propositions et mais faire de telle sorte que ces propositions soient acceptées au plus haut niveau (État)". Ce dernier est notamment interpellé par le forum pour prendre les mesures suivantes :

#### **Au plan sous-régional**

↳ "une politiques de gestion concerté des ressources avec les pays limitrophe (Mauritanie, Gambie, Mali, etc.) s'impose pour empêcher la dégradation des ressources (forestières, fourragères, maritimes, halieutiques etc.)

#### **Au plan national**

↳ appliquer de façon concertée les textes de lois, notamment la LOASP, et engager des concertations avec le CNCR et les autres acteurs pour l'élaboration d'une réforme foncier.

- ↳ *Mettre en œuvre une politique d'investissements publics sur le territoire national de manière équilibrée et équitable, (cela aura des répercussions directes sur la concentration démographique et les plans d'aménagement).*
- ↳ *Financement et exécution des programmes de GRN et de fertilisation, lutte contre la désertification, reboisement, reconstitution de la biodiversité en synergie entre État et OP en tenant compte des avantages comparatif des organisations paysannes au sens large (et non à l'État ou a des privés car les résultats sont plus efficaces avec les OP, comme on le voit dans le cas de l'insémination artificiel dans la zone sylvo pastorale avec le CISV de Louga)*
- ↳ *Mettre en œuvre une politique de maîtrise de l'eau en collaboration avec les OP à travers des programmes d'investissement des vallées, bas fonds, les bassins de rétention et de formation techniques et usage de technologies intégrées".*

## troisième thème du forum : exploitations familiales, sociétés et économies rurales

### **"LES EXPLOITATIONS FAMILIALES POURRAIENT MIEUX NOURRIR LE SÉNÉGAL SI LE DÉVELOPPEMENT DES ÉCONOMIES ET DES SOCIÉTÉS RURALES ÉTAIT MIEUX ORIENTÉ "**

Le troisième "MESSAGE INTRODUCTIF" du forum a été présenté par Diéry GAYE, membre de la Fédération des Producteurs Maraîchers des Niayes (FPMN). Comme les précédents, il avait été préparé sous le contrôle du comité de pilotage à partir des apports de l'évaluation de la problématique de l'exploitation familiale conduite par la FONGS en 2009, et des ateliers thématiques sur la pêche, l'élevage et la foresterie familiales organisés par le CNCR en 2010. Certains éléments de l'étude RuralStruc réalisée par l'IPAR et de l'étude conduite en 2005 par la FONGS sur la "lecture des réalités socio-économiques vécues par les ruraux" ont également été exploités.

Le PANEL qui a suivi cette présentation était animé par Momar TALL KANE, Président du CONGAD, et a réuni Jérôme TINE, professeur à l'ENSA, Boubacar SONKO directeur de l'Agence régionale de développement de Ziguinchor, et Malick SOW, Secrétaire général de la Fédération des associations paysannes de la région de Louga (FAPAL).

Le deuxième jour du forum, un ATELIER sur le thème "**Comment mieux orienter le développement des économies et sociétés rurales ?**", animé par Adama FAYE, Président du conseil scientifique de l'IPAR, a permis d'approfondir les idées présentées la veille. La typologie des économies rurales du Sénégal a également été présentée dans le film "les exploitations familiales peuvent-elles nourrir le Sénégal ?" projeté au cours du FORUM OUVERT qui s'est ensuite tenu dans l'après-midi et au cours duquel les données statistiques et les conclusions présentées par Bruno LOSCH et Cheikh Oumar BA documentaient la place des activités non agricoles dans les exploitations familiales, et l'importance pour leur essor et pour le développement local de l'existence de pôles ruraux de développement.

Le DÉBAT GÉNÉRAL du troisième jour introduit par le rapport d'atelier présenté par Papa Assane DIOP (FONGS) a fait le lien entre ce thème et les deux autres thèmes du forum, et le MEMORANDUM final dégage des conclusions qui s'appuient notamment sur cette affirmation selon laquelle "les exploitations familiales pourraient mieux nourrir le Sénégal si le développement des économies et des sociétés régionales était mieux orienté". On retrouvera ces conclusions dans la troisième partie du présent document.

## → troisième message introductif :

**« Les exploitations familiales pourraient mieux nourrir le Sénégal si le développement des économies et des sociétés rurales était mieux orienté »**

*Les deux messages précédents ont mis en évidence l'importance du rôle des exploitations familiales dans la sécurité alimentaire nationale, et leur capacité à augmenter leur contribution, notamment par la sécurisation de leur accès à l'espace et aux ressources naturelles, et par des mesures favorisant la gestion durable des ressources naturelles. Ce troisième message s'efforce d'élargir la réflexion en abordant le rôle actuel et potentiel des exploitations familiales dans la construction d'une nouvelle économie locale et régionale qui favorise la production de richesses, la création d'emplois, et les rééquilibrages sociaux et territoriaux.*

## 17. Quatre défis justifient cette réflexion

*Outre la sécurité alimentaire (abordée dans le message 1) et la gestion durable de l'espace et des ressources naturelles (abordée dans le message 2), le Sénégal est confronté à deux autres défis très importants : celui de L'EMPLOI DES JEUNES, et celui de L'AMÉLIORATION DURABLE DES CONDITIONS DE VIE ET DES REVENUS d'une partie importante de la population.*

### **Le défi de l'emploi des jeunes**

Selon les prévisions actuelles, la population active sénégalaise continuera à augmenter jusqu'en 2050 au moins ; c'est là un atout important pour le développement économique du pays : la force de travail importante peut augmenter la richesse produite, etc. Cependant, cet atout ne peut être valorisé que si l'économie est en mesure d'absorber l'augmentation de la population active en créant des activités nouvelles, des emplois et des auto-emplois nouveaux.

Les chiffres suivants, qui concernent l'emploi des jeunes, montrent l'ampleur du défi à relever :

- chaque année, le nombre de jeunes actifs (urbains et ruraux) arrivant nouvellement sur le marché de l'emploi est estimé à 269 000 personnes. Ils seront 376 000 en 2025 ; 411 000 en 2030 ; etc.
- Actuellement parmi ces jeunes, 153 000 sont des jeunes ruraux et ils seront 165 000 en 2025 (et tous ces jeunes sont déjà nés !). Pour absorber ces jeunes actifs, il faudra créer 5 100 000 emplois dans les 15 prochaines années, dont 2 600 000 emplois en milieu rural.

Comment permettre à ces jeunes actifs d'accéder à des activités économiques qui leur assurent des revenus décents ?

- Alors que les emplois créés chaque année dans le secteur public et dans le secteur privé formel sont encore très insuffisants ?
- Alors que le développement industriel ne progresse que très lentement ?
- Alors que l'émigration à l'étranger est fortement limitée et que l'émigration clandestine est à l'origine de tragédies trop nombreuses.

### **Le défi de l'amélioration durable des conditions de vie et des revenus d'une partie importante de la population**

La pauvreté recule globalement, mais reste fortement présente, notamment en milieu rural.

- Le pourcentage de la population pauvre au Sénégal est passé de 67,9% en 1994 à 57,1% en 2002
- Le pourcentage de ménages pauvres est passé dans la même période de 61,4 à 48,5%
- 65% des ménages pauvres sont des ruraux

L'enquête réalisée en 2008 dans le cadre de l'étude Ruralstruc (Banque mondiale / ASPRODEB) sur un millier de ménages ruraux confirme la forte incidence de la pauvreté en milieu rural : les revenus moyens des ruraux sont partout inférieurs au produit intérieur brut national par tête. Et à l'exception du delta, ils sont aussi inférieurs aux seuils de pauvreté définis au niveau régional.

*Ces deux défis sont liés, et il est impératif de les relever pour des raisons éthique, économique et de stabilité sociale. Les réponses passent à l'évidence par l'augmentation de la production de richesses, mais aussi par une répartition plus équitable de la richesse produite et la réduction des déséquilibres qui persistent entre villes et campagnes, entre régions, et au sein de chaque région.*

## 18. Le milieu rural a des atouts importants pour contribuer à relever ces défis

**Tout d'abord, le Sénégal reste un pays fortement rural**

La majorité des sénégalais vit encore en milieu rural (51%). Mieux, ce pourcentage officiel selon lequel 49% des sénégalais vivent en milieu urbain cache mal la ruralité du pays, car dans ce dernier lot, les 46% vivent dans les pôles « urbains » secondaires qui émergent et se développent entre les villes et les campagnes.

La population rurale continue d'être majoritaire. Et cette tendance devrait se maintenir jusqu'en 2025, au moins.

Le milieu rural reste le principal pourvoyeur d'emplois

**Ensuite, les ruraux constituent un atout essentiel pour le développement économique et social du pays et des régions**

Les ruraux constituent un important marché de consommation (87% des ménages). On note l'importance croissante des pôles régionaux dans l'économie nationale (Touba, Diaobé, Dahra, Khombole, etc.), et les activités agro sylvo pastorales continuent à jouer un rôle déterminant dans l'économie nationale. La diminution de la contribution du secteur primaire au PIB (en moyenne 14% ces cinq dernières années) ne doit pas occulter les importants effets d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie (agro alimentaire, transport, commerce, etc.).

**Des efforts importants ont été faits en direction du monde rural**

Des efforts importants ont été faits en faveur du monde rural dans la période récente :

- des investissements sociaux (*accès à l'eau potable en milieu rural de 56% en 2000 à 61% en 2005 ; scolarisation élémentaire brut de 71,6% à plus de 86% entre 2002 et 2007 ; Accès Santé de 33% en 2002, à 52% en 2005*)
- des investissements productifs en faveur de l'agriculture, notamment dans le cadre des programmes spéciaux, du plan REVA et de la GOANA)

**cependant le potentiel du milieu rural reste insuffisamment valorisé et des déséquilibres persistent**

Des déséquilibres persistants concernent par exemple :

- la très inégale répartition de la population sur le territoire national
- la concentration de l'essentiel des unités industrielles dans la capitale
- l'attention légitime apportée aux investissements pour l'agriculture irriguée, mais qui ne s'est pas accompagnée d'efforts comparables pour l'agriculture pluviale.

Ainsi,

- Sur la longue période, il y a eu des répartitions inégales des investissements agricoles : plus grande focalisation sur l'arachide après les indépendances – puis plus grande focalisation sur l'irrigation.

- Pendant les 20 années d'ajustements structurels, il y a eu une détérioration des services publics et une raréfaction des projets et programmes de développement.
- Les importantes réalisations dans le cadre du DSRP n'ont pas encore inversé la tendance.

## 19. Les exploitations familiales sont au cœur des dynamiques économique et sociales

### *Des dynamiques économiques multiples portées par les exploitations familiales*

*La plus grande majorité des ménages ruraux vivent dans des exploitations familiales (9 ménages ruraux sur 10). Dans un contexte global peu favorable, les exploitations familiales sont à l'origine de dynamiques économiques multiples :*

**Des dynamiques agricoles diversifiées** Ainsi en fonction des opportunités et des contraintes, atouts et potentialités des zones les exploitations familiales ont développé différentes stratégies de diversification des revenus agricoles. On peut signaler :

- **Le cas du Manioc dans le nord du bassin arachide et de la pastèque** dans le centre et sud du bassin arachidier, en réaction à l'appauvrissement des sols et à la crise de la filière arachidière,
- **La promotion de l'arboriculture fruitière** en Casamance et dans les Niayes en réaction à la salinisation des sols,
- **Le développement de la Tomate et de l'Oignon dans la vallée et les Niayes** en réponse à l'émergence de marchés porteurs,
- **La relance de l'aviculture locale** autour des centres urbains (Dakar, Thiès, etc.) suite à la limitation des importations,
- **Enfin l'embouche ovine** se développe un peu partout, compte tenu de son apport potentiel sur les rendements agricoles (en cas d'intégration agriculture/élevage) et de sa propension à créer des revenus supplémentaires pour les exploitations familiales.

**La diversification des activités rurales** Les Exploitation familiales mettent en place des stratégies d'augmentation de leur revenu basées sur des activités non agricoles (ANA). On note à ce niveau :

- les activités para agricoles : il s'agit de la transformation et du commerce des produits agricoles. L'auto-emploi des femmes dans les activités de transformation est une réalité, dans la vallée du fleuve avec le riz, le bassin arachidier avec l'arachide.
- les activités non agricoles qui se développent notamment avec le développement de l'urbanisme en milieu rural qui crée une forte demande pour de nouveaux métiers : maçonnerie, peinture, menuiserie, électricité. De même, se développent les métiers liés au transport avec le développement des flux de personnes : Chauffeur, mécanicien, etc.

**L'enquête Ruralstruc a mis en évidence trois constats**

- l'agriculture reste le socle des activités des ménages ruraux, mais sa part dans le revenu moyen global des ménages varie selon les régions : 70% en haute Casamance, 50% dans le delta et dans les parties centre et sud du bassin arachidier, 30 à 40% dans le nord du bassin arachidier et dans le sud est du pays.
- La pluri activité au sein des exploitations familiales tend à devenir la règle. Dans le nord du bassin arachidier par exemple, 4 ménages sur 5 sont engagés dans des activités non agricoles qui sont devenues leur première

- source de revenus.
- La pluri activité et l'importance des revenus générés par les activités non agricoles sont plus accrues dans les régions les mieux connectées au marché du travail urbain.

### ***Selon les recherches paysannes, les économies et sociétés rurales évoluent de façons différenciées***

*Les exploitations familiales sont intégrées dans des économies et sociétés locales différenciées et il est nécessaire de prendre en compte cette diversité*

- TYPE 1 :**                    ***"économies et sociétés basées sur l'agriculture"***  
le paysan se nourrit encore de ses activités qui restent le fondement de l'économie locale.
- *Sous-type moderne* : forte intégration au marché et recours aux technologies modernes entraînant une forte pression foncière
  - *Sous-type traditionnel* : partiellement inséré dans le marché et reposant sur un fort potentiel naturel et de bonnes performances agricoles
- TYPE 2 :**                    ***"économies et sociétés instables"***  
une situation intermédiaire aux issues incertaines : elles peuvent tout aussi bien retrouver un équilibre autour de l'agriculture, ou basculer vers une économie non agricole.
- TYPE 3 :**                    ***"nouvelles économies et sociétés"***  
le paysan ne peut plus vivre aujourd'hui de l'agriculture, et est entré dans un nouveau type d'économie basé sur d'autres ressources.

## **20. Des propositions**

### ***Une orientation pour un triple impact à rechercher***

**L'orientation**            L'orientation doit viser une densification du tissu économique et sociale du monde rural, en favorisant les rééquilibrages entre régions et à l'intérieur des régions, par une politique vigoureuse d'aménagement du territoire.

**Les impacts visés**    En misant sur les exploitations familiales, on obtient trois impacts

1. Une vie plus attractive dans le monde rural
2. Une économie rurale plus performante (création de richesses)
3. Une plus grande prise de responsabilité des acteurs ruraux (décentralisation renforcée)

### ***Six piliers pour mettre en œuvre cette orientation***

- |   |  |
|---|--|
| <b>1) Replacer l'agriculture au cœur des politiques de développement en valorisant la force que représentent les exploitations familiales</b> | → favoriser la modernisation des exploitations familiales (message 1)<br>→ améliorer l'organisation des filières et veiller à une répartition équitable de la richesse produite. |
| <b>2) Renforcer le dynamisme des espaces économiques régionaux</b>  | → favoriser l'émergence et la consolidation des pôles régionaux : pôles urbains secondaires, pôles ruraux (à   |

travers l'appui au développement local)

→ favoriser une nouvelle articulation urbain / rural, afin que le milieu rural ne soit pas continuellement ponctionné et cantonné dans les seules productions primaires

→ poursuivre et renforcer les investissements sociaux et productifs engagés dans la période récente

→ encourager la diversification des activités rurales, par un accès des exploitations familiales à un crédit adapté, à l'information, etc.

**3) Mettre en œuvre une politique vigoureuse d'aménagement du territoire**

→ Une politique qui favorise les rééquilibrages entre les régions et à l'intérieur de chaque région (routes et moyens de transport, équipements sociaux, etc.).

**4) Promouvoir la qualification et l'emploi des femmes et des hommes**

→ Cela avec une attention particulière pour les jeunes ruraux (formation professionnelle).

**5) Améliorer la gouvernance aux différentes échelles : renforcer la prise de responsabilités des acteurs locaux et favoriser les initiatives**

→ décentraliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre des compétences transférées aux collectivités locales

→ mettre en place des mécanismes et des outils de concertation pour la définition et la mise en œuvre des plans locaux, départementaux, régionaux de développement

**6) Améliorer les conditions de l'insertion du Sénégal dans le commerce international**

→ en valorisant les atouts offerts par l'intégration sous régionale

→ en continuant à négocier la définition de règles plus équitables (OMC, APE)

## → le débat et les apports du forum sur l'orientation de l'économie et de la société rurale

*Le panel qui a suivi la présentation de ce troisième message a bien illustré la nécessité et l'intérêt de chercher à renouveler la façon d'analyser et d'envisager la question de l'économie rurale et de ses rapports avec l'essor des exploitations familiales.*

*L'autofinancement des investissements que préconise le premier panéliste n'est en effet envisageable que dans un environnement économique dynamique qui stimule l'essor des exploitations familiales, et la planification régionale et locale dont parle le second panéliste ne peut favoriser ce dynamisme que si elle est basée sur une connaissance de l'économie et de la société réelles.*

*Le témoignage paysan apporté par le troisième panéliste et complété par les apports paysans dans le court débat en plénière qui a suivi ce panel ouvre des horizons nouveaux que la FONGS a commencé à explorer et que le CNCR propose d'approfondir.*

*L'élargissement de perspectives introduit par ce troisième thème du forum*

*invite à ne pas isoler les questions d'amélioration de la production des exploitations familiales et de les resituer dans une vue d'ensemble du développement local et du devenir du monde rural. Il plaide également pour reconnaître que cette nouvelle vision de l'économie et de la société ne peut se construire qu'avec les ruraux car ils ont une connaissance irremplaçable des réalités du monde rural et sont les premiers concernés par son avenir.*

### Les principaux thèmes sur lesquels sont intervenus les panélistes (panel 3)

**Jérôme TINE**, agronome et économiste, enseignant-chercheur à l'ISRA de Bambey, adhère à l'analyse proposée par le CNCR, mais pose le problème du financement de l'investissement au niveau de l'exploitation familiale : doit-il être assuré par l'État, ou par l'exploitation familiale elle-même ? Sa préférence va pour l'autofinancement des investissements, mais elle suppose que l'exploitation familiale se donne un "plan de développement".

**Boubacar SONKO**, socio-économiste, ARD de Ziguinchor, pose la question de savoir comment dans les 50 ans à venir le Sénégal pourra être en capacité de nourrir 25 millions d'habitants. Il confirme le diagnostic du CNCR sur la persistance de déséquilibres, notamment dans l'espace ; il déplore la faiblesse de la planification locale qui ne prend pas en compte la dimension économique du développement. Il plaide pour la relance d'une planification spatiale, économique, sociale et culturelle, seule à même de permettre de relever les différents défis cernés par le CNCR, notamment celui de l'emploi des jeunes et de l'augmentation des revenus des ruraux ; la triple fonction de cette planification doit être la réduction des disparités, la réallocation des ressources et l'optimisation de la contribution de chaque acteur à la production de richesses. Il souligne l'intérêt des plans régionaux de développement intégré (PRDI), qui définissent les grandes orientations du développement régional et impulse une planification qui rejoint l'exploitation familiale à travers les plans locaux de développement (PLD).

**Malick SOW**, secrétaire général de la FAPAL, expose comment son association a ébranlé les idées reçues quand elle a affirmé au début de la table ronde sur l'avenir du paysan qu'elle a organisé en 2007 dans la région de Louga que cette dernière "n'était pas une région pauvre". Il explique que les données et les analyses sur lesquelles reposent les plans actuels "passent à côté du vécu paysan", et que les paysans ont une expertise qui leur permet d'avoir une vision paysanne, différente de celle des techniciens, de l'économie régionale. Cette vision permet de mieux appréhender la combinaison des apports des activités agricoles, des activités non agricoles et des contributions des migrants, les profils des nouveaux métiers, l'apport des systèmes de financements décentralisés, mais également de s'intéresser à la cohésion dans les familles et les villages et de situer les responsabilités de chacun dans le devenir de la région. Il est alors possible d'envisager la construction d'une nouvelle économie dans laquelle il ne s'agit pas d'abandonner l'agriculture, mais de valoriser de nouvelles intégrations entre activités agricoles et non agricoles génératrices de valeur ajoutée et favorisant une cohésion sociale utile pour tous. À cette condition, et en combinant en fonction des réalités propres à chaque région la valorisation de cinq ressources toujours présentes dans le monde rural, mais souvent mal identifiées : les ressources naturelles, les ressources technologiques, les ressources économiques et financières, les ressources sociopolitiques et institutionnelles, et les ressources humaines, on verra qu'une région réputée pauvre a le potentiel pour devenir une région riche.

## 21. La confirmation de l'analyse proposée par le CNCR

*Le forum s'est accordé avec l'analyse du CNCR pour reconnaître qu'en plus de l'insécurité alimentaire qui affecte une bonne partie des familles et de la dégradation des ressources naturelles (mises en évidence dans les premiers messages), les sociétés rurales risquent d'être confrontées à un manque général d'emplois. De nombreuses familles sont en outre dans des situations précaires et ont des revenus très faibles qui ne leur permettent pas d'avoir des conditions de vie correctes.*

*L'accent a par ailleurs été mis dans les débats de l'atelier "comment mieux orienter le développement des économies et sociétés rurales" sur deux aspects :*

## 1) Les solutions ne sont pas dans les villes, mais dans le développement local

*Dans la situation actuelle, la tendance est de croire que les solutions sont dans les villes, alors que ces dernières montrent de plus en plus leurs limites, et que le monde rural regorge de potentialités que les exploitations familiales peuvent exploiter de façon durable.*

**Jouer la carte du développement local** L'atelier a insisté sur le fait que seul le développement des économies et des sociétés locales peut permettre de relever les défis cernés par le CNCR. Cela permettrait :

- de créer les emplois dont le milieu rural a besoin (emplois décents dans les secteurs agricoles et non agricoles) pour offrir aux jeunes d'autres perspectives que l'exode vers les villes et l'émigration,
- d'augmenter la production de richesses et les revenus de ruraux, pour qu'ils aient des conditions de vie correctes.

**... cela est possible si chacun "joue le jeu"** Cela est possible parce que les ressources naturelles, économiques, techniques, humaines, sociales et culturelles en milieu rural sont très importantes et sont encore peu valorisées, et les exploitations familiales sont au cœur des dynamiques en milieu rural, et ne demandent qu'à développer et diversifier leurs activités.

Mais cela suppose que l'État et les collectivités locales orientent davantage leurs politiques dans le sens du renforcement de l'action économique des exploitations familiales pour valoriser de façon durable le potentiel du milieu rural, pour rendre la vie en milieu rural plus attractive. Cela suppose également que des partenariats équilibrés se construisent avec les opérateurs économiques privés.

## 2) Les exploitations familiales sont bien au cœur des dynamiques locales

*Les Exploitations Familiales ne sont pas restées les bras croisés face aux problèmes. Avec les moyens dont elles disposent, elles ont réagi et elles ont pris des initiatives*

**Une capacité à innover et s'adapter...** Les exploitations familiales ont diversifié les productions primaires. Les femmes ont développé des activités de transformation des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Les exploitations familiales ont développé des activités non agricoles, comme l'artisanat, le commerce, etc. Elles ont initié des actions dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles, etc.

Ces initiatives sont très importantes pour la sécurité alimentaire de nombreuses familles, même si elles restent encore à l'échelle très locale. Elles montrent la capacité des Exploitations Familiales à innover et à s'adapter, dans un environnement marqué entre autres par les facteurs déjà cités dans les messages, les panels et les débats.

**... mais qui reste inhibée par de nombreuses contraintes** Les performances des activités agricoles se heurtent à des contraintes qui concernent la production, la conservation, la transformation et l'accès au marché. Le manque de crédit adapté (accès difficile et limité, taux d'intérêt élevé, etc.) pénalise ces exploitations .

Des jeunes ruraux quittent massivement la campagne ; ils ont pour la plupart perdu confiance dans l'agriculture, ont de nouvelles références et ne se sentent pas toujours écoutés (or le fonctionnement des Exploitations familiales ne permet pas une écoute suffisante des attentes et aspirations des femmes et des jeunes).

Un déséquilibre existe toujours entre les villes et les campagnes concernant l'accès aux services de base et l'amélioration des conditions de vie.

Les approches développées sont sectorielles (agriculture, élevage, pêche, foresterie, etc.) et ne prennent pas en compte la pluri activité de la majorité des familles. Enfin les grands programmes d'appui en milieu rural mobilisent des moyens importants mais ils n'ont pas les effets escomptés sur les Exploitations Familiales : ils sont définis et mis en œuvre sans concertation avec les ruraux, et n'arrivent pas toujours aux destinataires.

## 22. Les orientations préconisées dans les travaux du troisième atelier

### des propositions pour le développement local et régional

Les participants à l'atelier ont préconisé de

- promouvoir des approches globales qui prennent en compte les différents secteurs et les différentes dimensions du développement (économique, social, culturel)
- définir et mettre en œuvre des programmes de développement en concertation étroite avec les acteurs concernés afin qu'ils répondent à leurs attentes et prennent en compte les spécificités locales et régionales. Cette concertation devrait concerner le niveau local, régional et national

### des priorités ont été identifiées

Elles concernent :

- ↳ *La sécurisation et l'organisation des marchés : planifier les productions, garantir des prix rémunérateurs aux producteurs, réglementer les marchés, améliorer les conditions de conservation et de stockage*
- ↳ *Le renforcement des investissements structurants (routes, pistes, équipements sociaux)*
- ↳ *L'amélioration de la maîtrise de l'eau, aussi bien en zone pluviale pour accroître les possibilités de culture dans le temps, qu'en zone irriguée où le potentiel non exploité reste très important*
- ↳ *L'amélioration de l'accès à des équipements adaptés et accessibles financièrement et physiquement*
- ↳ *Le renforcement de la décentralisation, par l'implication réelle de tous les acteurs dans les prises de décision, selon des procédures et des modalités à préciser, et le transfert des moyens*
- ↳ *La définition et la mise en œuvre des mesures de soutien aux agriculteurs, notamment aux jeunes et aux femmes*
- ↳ *L'amélioration de l'accès au crédit (coût et durée) : par exemple élargir la bonification du taux d'intérêt aux structures de financement décentralisé.*

Un engagement important de l'État est nécessaire dans tous ces domaines, comme cela a été le cas dans tous les pays qui ont connu un fort développement de leur agriculture et de leurs activités rurales.

## 23. Les Engagements à prendre

*Mais ce sont tous les acteurs (État, OP, élus, organisations de la société civile, et familles) qui doivent prendre leurs responsabilités.*

*Deux aspects ont été particulièrement soulignés :*

- La transformation des modes de fonctionnement et de prise de décision aux différents niveaux (familles, villages, collectivités, etc.) pour prendre en considération les aspirations des jeunes et des femmes (engagement des paysans)
- La valorisation locale et la commercialisation des productions agricoles à la condition que les différents acteurs y trouvent leur compte (Exploitations familiales, privés, consommateurs ...)

## **III - LES CONCLUSIONS DU FORUM**



## 24. Le débat général final du forum

### Une forte participation paysanne

Les rapports des trois ateliers thématiques du forum ont été présentés le dernier jour et ont fait l'objet d'un long débat animé par Babacar DIOP, Président de la FONGS, et Mamadou GOITA, Directeur Exécutif de IRPAD (Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives en Développement - Bamako) au cours duquel plus d'une trentaine de participants, en majorité **paysans**, a pris la parole, le plus souvent dans leurs langues respectives. Les **femmes** se sont faites remarquer par l'ouverture du spectre de leurs interventions démontrant qu'elles se sentent concernées par tous les aspects (économiques, sociaux...) des questions soulevées, et non pas seulement par les "activités génératrices de revenus". Les **élus locaux** se sont montrés préoccupés par les questions de l'espace et ont clairement manifesté leur intérêt pour renforcer leurs alliances et leur coopération avec les organisations paysannes dont ils apprécient les compétences des responsables ; ce sont également eux qui ont porté dans le débat le problème de l'accaparement des terres et de la concurrence de la culture des biocarburants avec la production vivrière. Les **éleveurs** enfin ont trouvé dans ce débat l'espace qu'ils déplorent ne pas avoir suffisamment pour exprimer leurs préoccupations par rapport à l'accès de leurs troupeaux aux ressources pastorales et aux tensions que cela provoque.

On retrouve dans ces interventions les grandes lignes des orientations proposées en ouverture à la réflexion du forum et campées dans les panels du premier jour. Ce débat général de conclusion a ainsi précisé les lignes d'engagement à suivre au delà le forum. On peut en retenir quatre.

### 1) L'engagement dans le combat économique

Il ressortait clairement des panels et des conclusions des ateliers. Il revêt plusieurs aspects. Trois ont été particulièrement mis en évidence :

- **L'amélioration de la production familiale et le renouvellement des ressources qui la permet**

Ces deux questions apparaissent comme étroitement liées : la fertilité de la terre, la qualité de l'eau, celle du fourrage et de l'espace pastoral constituent à ce titre la première **ressource "naturelle"** du paysan, de l'éleveur ou du pêcheur ; leur *accessibilité* (souvent compromise pour les éleveurs) et leur *qualité* (souvent menacée pour tous) conditionnent la production. "Ce qui te permet de te nourrir doit être nourri" déclarait un paysan qui comparait la terre à un "personnage" qui a besoin d'être alimenté (par le fumier, le compost) et de "ne pas être agressé". De même il faut "prendre en compte la question de la régénération des ressources halieutiques pour la pêche continentale afin de rendre le poisson disponible à l'intérieur du pays". Dans cet ordre d'idée il a été préconisé de "travailler pour le développement de l'agriculture biologique et faire un plaidoyer sur les dégâts que posent les pesticides dans les familles rurales" ; la crainte des dangers que font courir les *OGM* a également été exprimée. Ces données relatives aux ressources naturelles sont appelées à évoluer du fait des **changements climatiques** par rapport auxquels il faut "développer une capacité d'anticipation" afin de "préparer les producteurs aux conséquences de ces changements". Il a donc été préconisé au cours des débats de "mettre l'accent sur l'environnement en rapport avec les changements climatiques".

L'amélioration de la production des exploitations familiales dépend également de leurs modes de production. La **diversification** est fortement recommandée, et les intervenants préconisent de "renforcer l'intégration entre agriculture, élevage, apiculture, arboriculture" (notamment fruitière). L'importance de la maîtrise paysanne de la **reproduction** de leurs facteurs de production a également été soulignée : encouragement de la "production paysanne de semences", nécessité de la "lutte contre les *OGM*" ; mise en question par certains éleveurs de l'utilité de l'insémination ("ce n'est pas une nécessité : on pourrait moderniser sans insémination").

Se trouve ici mise en exergue la **ressource "technologique"** à laquelle ont recours les producteurs, et le souhait exprimé d'une "meilleure synergie entre les organisations de producteurs et la **recherche**" qui peut "jouer un rôle fondamental" pour mettre au point le matériel – génétique, mais aussi l'outillage – adapté.

De cette façon, on pourra utilement *"travailler pour une **modernisation des exploitations familiales**"*. Mais pour que ces dernières opèrent les transformations nécessaires à l'amélioration de leurs performances, la **ressource "financière"** des exploitations familiales doit être assurée. Elles doivent accéder à un *"financement adapté aux besoins des petits producteurs"*. Les mutuelles notamment doivent pratiquer un *"taux de crédit raisonnable"*.

Enfin les efforts des exploitations familiales pour s'améliorer n'auront de portée que si les **jeunes** se sentent intéressés : *"il faut les impliquer pour qu'ils assurent la relève"*. C'est ici la **"ressource humaine"** de l'exploitation familiale qu'il faut gérer. Les femmes ont rappelé qu'elle peut être menacée par le *"déficit de la main d'œuvre familiale"*. Des intervenants non paysans ont situé ici l'enjeu de la formation et du développement de capacité pour qualifier cette main d'œuvre, notamment dans le domaine des activités complémentaires (non agricoles) génératrices de revenus familiaux.

- **La valorisation de la production et sa commercialisation**

Les exploitations familiales ne pourront d'une part augmenter leur dynamisme, et d'autre part mieux nourrir le Sénégal que si la valeur de leur production augmente et si cette dernière est bien écoulee sur le marché.

La **valeur ajoutée** à la production familiale s'obtient essentiellement par *"la transformation et le commercialisation"* ; il faut donc *"travailler sur la question de la commercialisation en misant sur la valorisation des produits à travers la formation des producteurs et surtout des femmes transformatrices (transformation, conditionnement, labellisation, marketing, publicité etc...)"*. Ici encore, on pense que la **recherche** peut jouer un rôle important pour mettre au point des techniques et outils de **transformation des produits**.

L'amélioration de la commercialisation des produits suppose par ailleurs que les producteurs disposent d'une bonne **information sur les marchés** (idée de créer un *"système d'information sur les marchés"*), que l'on *"limite les intermédiaires"*, que les exploitations familiales à travers leurs organisations améliorent leurs **capacités d'identification de partenaires** (par exemple : *"il faut trouver des partenaires pour la mise en place d'entreprises de commercialisation de l'arachide"*) et de **négoce** avec ces derniers en amont et en aval de la production (*"si nous nous organisons pour faire des achats groupés d'intrants, alors nous aurions une meilleure capacité de négociation"*), et que soit mis fin à la spéculation : l'idée a été émise à cet effet de *"créer un fonds de commercialisation anti-spéculation"*. Il s'agit de tendre, *"au delà de la FIARA qui est ponctuelle"*, vers la mise en place de *"circuits de commercialisation pérennes"*.

Sur ces bases peut se développer un véritable **entreprenariat agricole** en mesure *"d'adopter l'approche chaîne de valeur"*.

- **La connaissance de l'économie rurale réelle et sa dynamisation**

Les exploitations familiales à la fois contribuent à la prospérité de l'économie et en dépendent pour leur propre essor. Cette économie est basée sur les échanges, et les interventions invitent à prêter une attention particulière aux **échanges de produits agricoles de zone rurale à zone rurale** et aux **échanges transfrontaliers** (*"réfléchir sur la mise en place d'un système de commercialisation transfrontalière"*).

C'est par ailleurs sur les dimensions agricoles de l'économie rurale que l'accent a été mis par les participants qui invitent à *"travailler pour une meilleure maîtrise des filières agricoles"*, et plus particulièrement sur la **filière arachidière** en *"militant davantage pour le maintien et le soutien de la filière arachide qui nourrit des milliers d'exploitations familiales agricoles"*.

Cependant, sans revenir dans ce débat sur l'insuffisance des appréhensions de l'économie rurale réelle sur lesquelles repose la définition des politiques, certains intervenants ont indirectement confirmé ce constat en établissant la *"nécessité de définir une **vision complète du monde rural**"* (qui s'accompagne du vœu de création d'un *"Ministère du développement rural"*), et en préconisant de *"combattre la séparation de secteurs et plaider pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de développement rural qui **intègre tous les secteurs**"*.

La dynamisation des économies régionales implique enfin une **politique d'investissements publics** qui *"donne la priorité aux infrastructures, aux piste rurales, aux aménagements hydro-agricoles, à la maîtrise de l'eau, aux équipements agricoles adaptés"*. Est complémentarément

évoquée "la possibilité de créer des infrastructures et équipements communautaires (inter-OP), comme par exemple pour la transformation du lait ou de l'arachide, ou pour le maraîchage".

## 2) le combat pour une maîtrise par les ruraux de l'espace et du foncier rural, et pour une politique d'aménagement du territoire

Son importance avait été plus particulièrement introduit dans le second panel et le second atelier. Les aspects suivants ont été soulignés dans les débats :

- **La nécessité de protéger l'espace et ses ressources**

La question de **l'utilisation de l'espace** et de sa disponibilité est cruciale pour la production familiale : *"il ne suffit pas d'écrire que les exploitations familiales « gèrent » l'espace : elles « exploitent » l'essentiel de l'espace"* et en vivent. Celle de la **qualité de ses ressources** est également vitale pour les exploitations familiales : *"il faut intégrer à nos préoccupations les questions de la protection de l'espace (recyclage des déchets plastiques, etc.) et de valorisation des déchets biodégradables (compostage, etc.) pour la fertilisation des terres"*.

- **L'impératif de sécurisation foncière pour les ruraux**

Cet impératif doit être pris en considération non seulement relativement à l'espace agricole, mais également par rapport à **l'espace pastoral**. La question de la garantie de **l'accès des femmes à la terre** a également été soulevée par ces dernières.

Il faut de ce point de vue reprendre le combat sur le **foncier** : *"réactualiser le dossier CNCR, reprendre l'analyse des pratiques de gestion foncière au niveau local (avec la possibilité d'organiser des échanges entre collectivité)"*.

- **La question de la concurrence entre espace urbanisé et espace agricole**

*"La communalisation des grands villages chefs-lieux de communautés rurales pose problème car elle entraîne des pertes de terres chez les producteurs"*. Les intervenants ont plaidé pour une **urbanisation concertée** et pour que *"les communes prennent des dispositions pour lutter contre l'accaparement des terres"*. Ceci suppose de *"développer un partenariat avec les élus locaux issus du mouvement paysan dans l'intérêt des exploitations familiales et de l'agriculture paysanne"*. Comme on l'a précédemment signalé, ces derniers se sont déclarés ouverts à de tels partenariats. Il y a en effet *"nécessité que responsables locaux proposent des alternatives dans la gestion du terroir"*.

- **Des enjeux d'aménagement du territoire**

Derrière cette question de l'espace se profile celle de **l'aménagement du territoire** sur laquelle les OP ont jusqu'à présent peu investi. Il a donc été recommandé de *"travailler sur la question de l'aménagement du territoire pour faire des propositions claires à l'État (tenir des ateliers sur la question) pour une préservation des zones exploitées par les producteurs face à l'urbanisation galopante et au développement des exploitations minières"*.

## 3) la poursuite du combat politique

*"l'Etat actuel a beaucoup investi dans le monde rural, mais l'impact sur les ruraux est faible"*. Autour de ce constat, de nombreuses interventions appellent le mouvement paysan que porte le CNCR à la **vigilance** et à la **contribution**, par ses propositions et leur **négoce**. Mais il a aussi été rappelé que ceci exige que les **organisations** qui le composent se renforcent.

- **Mettre en place des "systèmes de veille"**

Tout au long des débats les intervenants ont relevé des aspects sur lesquels la vigilance devait être maintenue pour suivre ou anticiper des évolutions qui auront une influence sur la conduite des exploitations familiales et la vie dans le monde rural : fluctuation des marchés, calamités et évolutions climatiques, dégradation des ressources, accaparement des terres, corruption...

La *"nécessité de cellules de veille et de communication permettant aux paysans d'avoir les informations en primeur"* a été soulignée. Il a été plus particulièrement recommandé de créer

*"un système d'information sur les marchés" et "d'effectuer un meilleur suivi des campagnes de commercialisation (vente de la production agricole, opération tabaski etc.) pour évaluer la production et dénoncer les problèmes que rencontrent les producteurs pendant la commercialisation". Il a également été préconisé de "mettre en place une cellule de veille sur l'introduction des OGM et pour la préservation du patrimoine génétique de nos plantes". Il a été suggéré que les **radios communautaires**, dont on a salué le travail, soient utilisées pour diffuser les informations collectées à travers ces systèmes de veille.*

- **Faire des propositions de politiques et négocier l'application de mesures appropriées**

La Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP) constitue une bonne illustration du fruit d'une coopération entre les organisations paysannes et l'Etat pour définir un cadre d'orientation politique et législatif propice au développement du secteur agricole, mais six ans plus tard tous les décrets d'application de cette Loi n'ont pas encore été pris et la Loi foncière qu'elle annonçait se fait toujours attendre. Le mouvement paysan doit donc continuer de proposer et faire avancer la mise en œuvre de ses propositions. Dans le sens des différentes analyses et orientations préconisées par les ateliers, les directions de proposition suivantes ont notamment été indiquées :

- le **foncier** : *"réactualiser les propositions paysannes par rapport à la réforme foncière".*
- La **maîtrise de l'eau** : *"Négocier avec l'Etat pour mettre sur pied des programmes ambitieux pour la maîtrise de l'eau"*
- Le **soutien aux petites exploitations** : *"plaider pour un financement adapté aux besoins des petits producteurs".*
- Le **renforcement des services de l'Etat** : *"plaider pour un renforcement des services étatiques de soutien et d'accompagnement".*
- Les **politiques locales et régionales** : *"influencer l'orientation des politiques locales et régionales"*
- Le **développement rural intégré** : *"combattre la séparation des secteurs agricoles et plaider pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de développement rural qui intègre tous les secteurs".*
- L'**intégration économique sous-régionale** : *"travailler pour le renforcement de l'intégration économique régionale. Les questions transfrontalières doivent être traitées par l'entremise du ROPPA, interlocuteur de la CEDEAO".*

- **Développer des alliances**

Pour exercer une influence, les paysans ne doivent pas œuvrer seuls. Ainsi sur le plan national ils doivent *"développer des alliances pour la mise en œuvre de la LOASP et la réalisation d'une réforme foncière qui prend en compte les préoccupations des petits producteurs agricoles".*

Par rapport aux politiques locales et régionales il faut tisser des *"complicités avec les collectivités locales via le répertoire des élus locaux du CNCR – travailler avec eux, socialiser, créer une dynamique de concertation pour influencer les politiques locales et régionales"*

L'essor du monde rural dépend également du climat de paix sociale qui concerne tous les acteurs sociaux. Ainsi par exemple il sera recommandé de *"soutenir à travers des alliances la recherche de la paix en Casamance où d'énormes étendues de terres sont minées, ce qui rend aussi difficile pour les producteurs l'accès à la terre et aux ressources naturelles".*

- **Améliorer la gouvernance ainsi que les capacités des OP et de leurs leaders**

Enfin pour proposer, négocier et appuyer efficacement les exploitations familiales rurales dans leur effort de promotion, les organisations paysannes et de producteurs doivent être fortes. Il importe de *"redynamiser les OP au niveau local (entente, union, etc.)".* L'accent est mis par les intervenants sur deux aspects : la **gouvernance** (on doit *"améliorer la gouvernance des OP à tous les niveaux pour plus de transparence et une bonne information de la base"*), et la formation pour développer notamment les **capacités des leaders** ; un ancien fonctionnaire faisait observer que : *"dans les rencontres locales, si un responsable de la FONGS parle, tu sens la formation derrière"*, mais les cadres de concertation mis en place par le

PSAOP 1, ou les formations de leaders du PSAOP 2 ont également été des "écoles" pour les leaders d'autres organisations. De telles actions devraient être poursuivies et "renforcées" ("il faut faire le suivi de ceux qui ont déjà été formés"). La fin du PSAOP invite les OP à "réfléchir sur le devenir des CRCR et CLCOP".

#### 4) les suites immédiates à donner au forum

Quatre propositions ont été faites :

- **deux actions d'information à conduire dans le prolongement direct du Forum ...**
  - **Restituer aux paysans** les conclusions du Forum : il faut d'abord "retourner les résultats du Forum à la base", en organisant des restitutions.
  - **Restituer aux pouvoirs publics** : un participant déclarait : "aujourd'hui, tous les Ministres devraient être là. S'ils ne sont pas là, il faut aller les voir et partager avec eux les résultats".
- **... en s'inspirant de deux principes**

D'une part il faut "éviter la politique de la chaise vide". D'autre part, et cela a été l'une des toutes premières interventions dans ce débat final, il faut "prendre en compte la dimension culturelle qui a été le socle du mouvement paysan pour la mise en œuvre des propositions et recommandations"

## 25. Le mémorandum du forum

Après une interruption de séance, le mémorandum suivant a été lu et adopté :

**MEMORANDUM DES ORGANISATIONS PAYSANNES MEMBRES DU CNCR A  
L'ISSUE DU FORUM INTERNATIONAL SUR L'EXPLOITATION FAMILIALE  
du 29 Novembre au 1<sup>er</sup> Décembre 2010 au CICES à Dakar**

### 1- Le FORUM a confirmé le rôle prééminent que jouent les exploitations familiales pour nourrir le Sénégal

A l'initiative du CNCR (Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux) et de la FONGS - Action Paysanne (Fédération des Organisations Non-Gouvernementales du Sénégal), les Organisations Paysannes membres du CNCR ont convié, du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2010, à Dakar au Sénégal, une variété d'acteurs, de partenaires et de responsables publics du développement agricole et rural aux fins d'échanger sur les capacités des exploitations familiales à nourrir les populations du Sénégal. Les échanges fructueux et approfondis des participants ont confirmé les résultats des études paysannes conduites pendant plus d'un an par les associations paysannes de la FONGS.

Le Forum a confirmé la réalité vivante qui démontre que les exploitations familiales contribuent déjà et largement à la nourriture des populations du Sénégal. En effet, selon l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, le panier de la ménagère sénégalaise est à 61% approvisionné directement ou indirectement par les exploitations familiales d'agriculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs et de forestiers.

Le Forum a également reconnu sur la base des études couvrant toutes les régions agro-écologiques que les exploitations familiales sont à la fois les préservatrices, les gestionnaires et les usagers des ressources naturelles que sont la terre, l'eau, les forêts et la biodiversité.

Enfin, le Forum a fortement mis en évidence que le travail, les revenus, le mode de vie des exploitations familiales ont impulsé, développé et consolidé des pôles locaux voire régionaux de développement économique, social et culturel. Une telle contribution a permis de promouvoir des sociétés et des économies locales dynamiques à l'instar du territoire de Diaobé, de Touba, de Dahra, de Khombole, etc...

## 2- Le Forum a cependant constaté qu'un certain nombre de contraintes limitent actuellement les capacités des exploitations familiales à nourrir davantage le Sénégal

D'importantes marges de progression existent pour les exploitations familiales. Elles seront libérées si un certain nombre de contraintes sont levées. Ces contraintes portent notamment sur :

- **l'accès aux facteurs de production** de qualité : intrants, équipements et aménagements,
- **la mise en marché** induite par une inégale fixation des prix et une insuffisance des infrastructures pèsent lourdement sur les revenus et les capacités d'investissement des exploitations familiales
- **La lente modification des habitudes alimentaires**, l'insuffisante protection du marché national et la volatilité des prix pénalisent très souvent la production nationale
- D'autres contraintes portent sur la **dégradation des ressources naturelles**, première richesse des pauvres et que les exploitations familiales ont le souci de transmettre à leurs enfants.
- La faible de la **maîtrise de l'eau** en zones pluviales ne permet pas d'allonger la durée de la période de production et en zones irriguées, l'insuffisance des aménagements hydro-agricoles ne permet pas d'exploiter pleinement le potentiel irrigable.
- Les participants au forum ont en outre attiré l'attention sur le fait que les conséquences du **changement climatique** affectent directement les activités des pêcheurs et des pasteurs et induisent des impacts négatifs pour l'expansion de leurs activités.
- L'absence d'une **loi foncière** consensuelle qui préserve et sécurise le domaine agro-sylvo-pastoral et halieutique limite fortement l'accès des exploitations familiales à l'espace de production et les place dans une insécurité qui s'accroît et s'amplifie par l'accaparement des terres et des espaces maritimes.
- Le **financement** de l'agriculture reste marqué par des taux d'intérêt élevés, des conditions d'accès difficiles, des durées du crédit peu adaptées à la saisonnalité des activités, des volumes insuffisants face à des prix aux producteurs peu rémunérateurs, ce qui a conduit à une faible rentabilité, un endettement excessif et à une décapitalisation des exploitations familiales.

## 3- Le Forum a pris acte des efforts faits pour lever ces contraintes

Face à ces contraintes, les organisations paysannes membres du CNCR reconnaissent et apprécient positivement les efforts financiers que les pouvoirs publics du Sénégal, et en premier lieu le Président de la République ont déployés depuis 2000.

Des initiatives pour diversifier et augmenter les productions agricoles et animales à travers des programmes de développement, pour accroître l'insertion des jeunes en particulier des jeunes ruraux et des subventions directes pour stabiliser les revenus et renouveler les équipements et matériels agricoles ont mobilisé des sommes importantes du budget national.

Cependant des contraintes réelles se posent au plan de l'organisation de la mise en œuvre de ces subventions et du ciblage des véritables bénéficiaires que sont les exploitations familiales, comme d'ailleurs l'a constaté le Président de la République.

Parallèlement aux efforts des pouvoirs publics, les Organisations Paysannes membres du CNCR ont mobilisé des ressources financières et humaines significatives pour améliorer, entre autres la production de riz, de tomate, d'arachide, d'oignon et de légumes, de fruits, du lait, de la viande et du poisson.

#### 4- Le Forum propose de poursuivre les efforts engagés dans les directions ci-après :

La valorisation des marges de progression des exploitations familiales afin qu'elles fournissent directement ou indirectement en quantité et en qualité les aliments nécessaires à la nourriture des sénégalais exige la définition et l'application des mesures et actions appropriées.

Le Forum a réaffirmé son attachement au principe d'implication et de responsabilisation de tous les acteurs dans la définition et la mise de telles actions. En conséquence, le Forum propose à l'ensemble des acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique du Sénégal :

- *La forte amélioration tant quantitative que qualitative des conditions et moyens durables de production* grâce à une augmentation des investissements publics dans les infrastructures de base (aménagement de périmètres, pistes de production, magasins collectifs de stockage et de conservation, ouvrages hydrauliques)
- *Un environnement institutionnel, juridique et économique incitatif et sécurisé pour promouvoir et augmenter les investissements des exploitations familiales* grâce à une réforme foncière consensuelle qui confère une sécurité réelle aux exploitants familiaux, une politique d'aménagement du territoire qui rééquilibre les investissements et qui favorise la valorisation des potentiels spécifiques de chaque terroir et de chaque région, une bonne gouvernance du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique qui respecte et consolide les rôles, les responsabilités des acteurs et leurs mécanismes de gestion et de décision sur les ressources collectives
- *Le renforcement des capacités de tous les acteurs et des dispositifs de concertation, de régulation et de veille* notamment par la formation qualifiante surtout des jeunes et des femmes à gérer et développer des entreprises performantes, l'amélioration continue des dispositifs d'approvisionnement en intrants et de services aux exploitations familiales pour accompagner une augmentation durable de la productivité du travail, de la terre, des animaux, et des équipements, la promotion d'espaces régionaux dynamiques pour offrir plus d'opportunités de valorisation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques mais aussi pour créer de nouveaux emplois pour les jeunes et les femmes

#### 5- des engagements ont été pris par les organisations présentes au forum pour assumer leur responsabilité dans les combats économiques à conduire

Le forum a permis aux **organisations paysannes** de renouveler et repréciser leurs propres engagements pour que les exploitations familiales renforcent leur contribution à l'alimentation des populations sénégalaise et à la création des richesses nationales.

*A) en rapport avec les nouveaux combats et partenariats économiques dont ce forum a montré l'importance :*

Les organisations paysannes membres du CNCR sont conscientes de leur responsabilité vis-à-vis de leurs membres et de leurs exploitations familiales pour les aider à veiller au développement de produits du terroir sains. Elles invitent le CNCR à s'engager résolument dans la défense de l'agriculture vivrière et d'être attentive à s'opposer à la concurrence des cultures de bio-carburants.

Elles voient tout l'intérêt de construire des partenariats avec les distributeurs et commerçants pour une meilleure maîtrise du marché et une lutte contre la concurrence internationale et ont pris des engagements pour répondre aux trois exigences de leurs partenaires commerçants pour progresser dans cette voie : assurer aux distributeurs une fourniture *régulière* de biens *de qualité* à des *prix compétitifs*

Elles sont conscientes de ce que le combat économique ne doit pas seulement porter sur la

production, mais également sur l'amélioration du revenu familial et la maîtrise de son utilisation (consommation familiale).

#### ***B) en rapport avec l'engagement dans la construction d'un nouveau tissu économique et social***

Le combat des organisations paysannes doit en outre porter sur la construction d'un nouveau tissu économique et social local et régional valorisant le potentiel économique et humain du monde rural (nouvelle approche du développement local). À cette fin, les capacités d'analyse stratégique des OP doivent être développées, et leur engagement dans les collectivités décentralisées doit être renforcé. Elles doivent s'impliquer fortement dans les processus de propositions politiques portées par le CNCR.

Le CNCR s'engage à renforcer ses alliances avec les élus locaux afin qu'ils portent les préoccupations paysannes dans les collectivités décentralisées.

le CNCR s'engage enfin à continuer d'investir, comme il l'a fait sur la problématique des exploitations familiales, dans la conduite de recherche paysannes sur l'économie rurale réelle et la définition d'orientations novatrices en matière d'aménagement du territoire et d'orientation des investissements.

#### ***C) en rapport avec la maîtrise de l'espace et de la gestion des ressources naturelles***

Le CNCR doit poursuivre son action pour contribuer à la définition d'une réforme foncière répondant aux besoins des exploitations familiales. Il doit également mieux prendre en compte la question du foncier pastoral et celle de l'espace maritime dans son plaidoyer pour la gestion des ressources et la maîtrise de l'espace. Il doit renforcer son rôle de veille, d'alerte et d'anticipation par rapport aux menaces sur les possibilités d'accès équitables et durables à l'espace agricole, pastoral et maritime et par rapport aux décisions de l'État les concernant.

Le CNCR doit formuler des propositions pour améliorer le cadre de gestion des ressources naturelles et induire des changements dans les comportements et des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Il doit chercher à relever le niveau de leur compréhension de ses membres sur le fonctionnement des éco-systèmes, capitaliser et diffuser les pratiques porteuses initiées par certaines OP, et conduire des études sur les atteintes à l'environnement qui affectent directement l'exercice des activités agricoles, pastorales, de pêche ou de foresterie.

#### ***D) sur le renforcement des OP***

Les OP doivent aider leurs membres à mettre en pratique les connaissances capitalisées à travers les formations qu'ils ont reçues. Elles doivent définir des stratégies pour renforcer leur autonomie financière à travers la conduite d'activités à caractère économique (par exemple création d'entreprises de services aux producteurs), renforcer l'entente en leur sein et avec d'autres organisations paysannes à vocation complémentaire (entente entre organisations d'agriculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs...), intensifier leurs échanges avec les OP d'autres pays pour profiter de leurs expériences. Enfin elles s'engagent à continuer d'améliorer leur gouvernance interne (transparence, respect des textes...)

les **élus locaux** présents au forum se sont engagés pour leur part à soutenir la construction d'alliances avec les OP et à créer ou redynamiser les cadres de concertation locaux pour la mise en œuvre des conventions locales. Ils se sont engagés à s'investir dans la mise en œuvre concertée des plans de développement local

plusieurs **acteurs du secteur commercial privé** se sont par ailleurs déjà engagés très concrètement avec les organisations paysannes dans une contractualisation de la gestion de l'offre relative à la production de denrées alimentaires.

## 6- Le forum interpelle les autres acteurs nationaux et l'Etat du Sénégal sur les points suivants :

Les participants au forum ont fortement recommandé que les autres acteurs du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers s'engagent à soutenir prioritairement, en fonction de leurs vocations respectives, les productions locales issues des exploitations familiales.

Les engagements pris par les acteurs du monde rural pour renforcer leur capacité à nourrir le Sénégal et contribuer au développement national doivent également nécessairement être accompagnés par la mise en œuvre de priorités politiques étatiques dans trois directions principales :

### - **Soutien aux Exploitations Familiales**

Il faut d'abord traduire urgemment en action de façon effective et concertée les dispositions prévues dans la LOASP notamment en ce qui concerne le statut des exploitations familiales et leur donner la priorité dans l'allocation des ressources

Les aspects suivants doivent faire l'objet d'une attention particulière et de concertations avec les organisations paysannes : accès aux équipements, crédit, soutien à l'installation des jeunes et des femmes, sécurisation des marchés, formation/qualification des ruraux.

### - **Préservation des ressources naturelles et accès sécurisé à l'espace**

il s'agit de conjuguer les efforts et les compétences en matière notamment de maîtrise de l'eau, de gestion des ressources naturelles et d'impliquer les OP dans la définition de la réforme foncière.

### - **création des conditions cadres pour un développement de l'économie rurale**

Il s'agit de d'une part de redéfinir les mécanismes d'implication des OP dans l'élaboration des politiques agricoles, et d'autre part de rechercher, en prenant appui sur les analyses paysannes partagées dans le cadre du présent forum, un équilibre des investissements structurants pour instaurer un meilleur rapport entre ville et campagne et valoriser les complémentarités entre les différentes régions du Sénégal.

## Conclusions du Forum

Les participants au forum ont réaffirmé leur confiance au CNCR qui a démontré sa représentativité, sa compétence, sa capacité à porter les préoccupations du monde et à défendre ses intérêts.

Les participants au forum ont unanimement appelé au renforcement des partenariats pour la mise en œuvre des politiques de développement rural. Ils ont fortement souhaité que se rétablisse une concertation permanente entre l'État et le CNCR.

Le présent mémorandum jette les bases d'un dialogue constructif à relancer entre l'Etat et le CNCR. Ce dialogue pourra prendre appui sur les résultats de ce forum et le travail approfondi sur les atouts et l'avenir des exploitations familiales sénégalaises qu'il a préparés.

Les participants au Forum ont vivement recommandé au CNCR et à la FONGS de partager les conclusions et perspectives issues du Forum d'abord avec toutes les organisations paysannes du Sénégal, puis avec les Pouvoirs publics (Gouvernement, Sénat, Assemblée Nationale, Conseil Economique et Social), avec les Partis Politiques légalement constitués, toutes les Organisations de la Société Civile y compris les chefs religieux de toutes obédiences et les partenaires au développement qui appuient le du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique.

Le Forum a constaté l'engagement et la participation massive des Organisations sœurs de la région de l'Afrique de l'Ouest et de la région de l'Afrique Centrale. Le CNCR et ses membres les remercient vivement et réitère son engagement et sa totale disponibilité à poursuivre son combat pour un mouvement paysan sous-régional et continental fort, représentatif, légitime et crédible.

Le CNCR avec les mouvements sous-régionaux et continental poursuivront leur solidarité et leur collaboration avec les Organisations et réseaux d'Organisations Paysannes de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique.

Dakar, 1<sup>er</sup> décembre 2010

17 Janvier 2011